



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



PIGE PRESSE

Du 11 au 17 octobre 2025

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)

Foo nekk foofu la



Sommaire

I. Actualité nationale

II. Actualité internationale

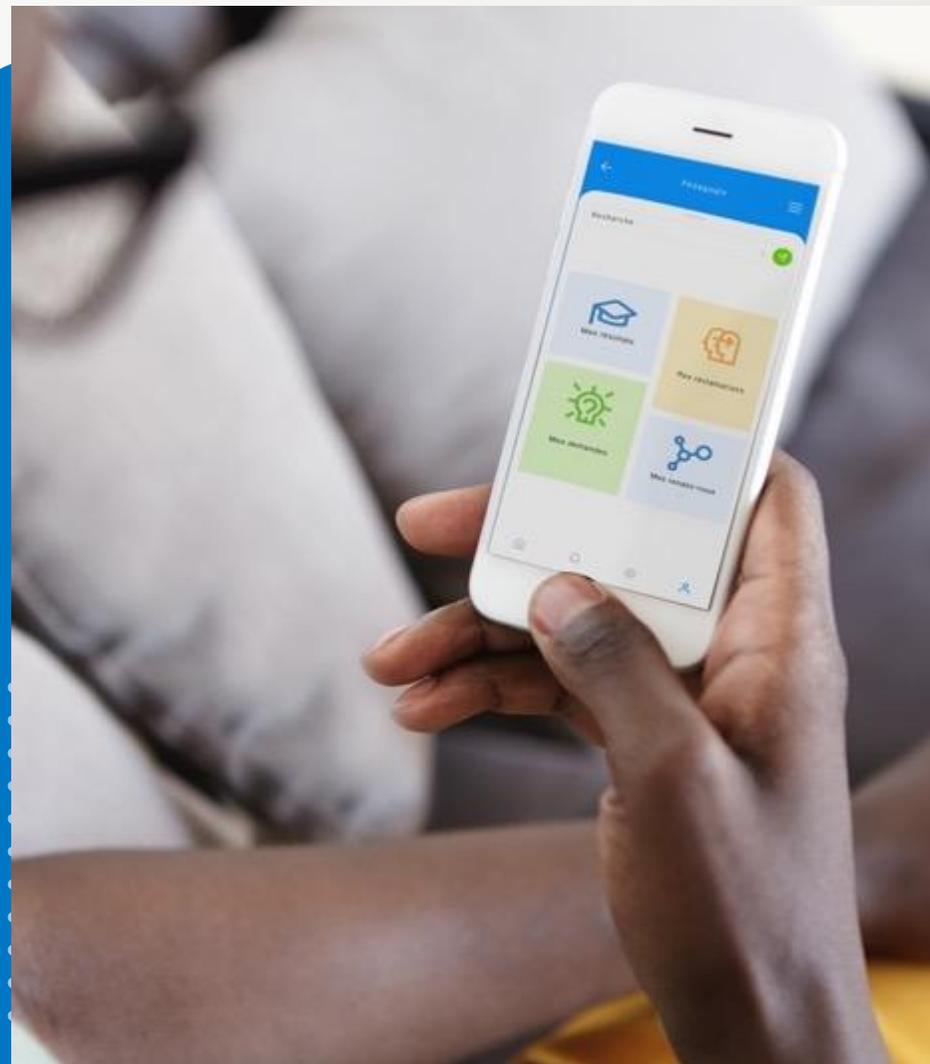
III. Actualité syndicale

IV. Vie étudiante

V. Actualité UN-CHK

VI. Agenda

VII. Opportunités





Octobre
Rose
2025



L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE
soutient la lutte contre le **cancer du sein**.

**Sensibilisation &
prévention :**
le dépistage précoce, votre
plus grande arme !

ACTUALITÉ NATIONALE



Élémentaire et préscolaire : affectation de 4 000 enseignants dès la semaine prochaine

Au total, 4 000 enseignants de l'élémentaire et du préscolaire seront affectés dès la semaine prochaine dans leur établissement respectif. L'annonce a été faite dans le communiqué de presse publié samedi à l'issue de la conférence du gouvernement tenue vendredi.

Le ministère procédera à l'affectation de nouveaux sortants des Centres régionaux de formation des personnels de l'Éducation (CRFPE), de la Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation (FASTEF) et de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB).



[Lire la suite](#)

LeSoleil

11 octobre 2025

Lycée Plan Jaxaay : les élèves relogés d'urgence, vers la reconstruction du site

Inondé, délabré, relogé. Le Lycée Plan Jaxaay traverse une crise sans précédent, conséquence directe des inondations récurrentes et de l'absence d'entretien depuis plusieurs années. Face à cette situation critique, le ministère de l'Éducation nationale, en collaboration avec la Direction des Constructions Scolaires (DCS) et l'Inspection d'Académie de Pikine-Guédiawaye, a pris des mesures d'urgence pour sauver l'année scolaire. Le proviseur, M. Diallo, revient sur les démarches entreprises pour faire face à cette crise, avec un focus particulier sur la réaffectation des élèves sur deux sites temporaires.

LeSoleil

13 octobre 2025



MAMADOU AMADOU LY, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONG ARED

«Les langues nationales sont un levier essentiel pour le développement de l'éducation en Afrique»

Lauréat du Prix Yidan 2025 pour le développement de l'éducation, Mamadou Amadou Ly, directeur exécutif de l'ONG ARED (Associates in Research and Education for Development), est le premier acteur d'Afrique de l'Ouest à recevoir cette prestigieuse distinction internationale. Récompensé pour son engagement en faveur d'un modèle éducatif bilingue et inclusif, il revient sur son parcours, les défis rencontrés et sa vision pour l'avenir de l'éducation africaine.

Vous êtes le premier lauréat d'Afrique de l'Ouest à remporter le Prix Yidan. Que représente cette distinction pour vous et pour ARED ?

C'est une immense fierté et une reconnaissance du travail collectif que nous menons depuis plus de 30 ans. Ce prix vient valider une conviction : l'éducation, lorsqu'elle s'appuie sur les langues nationales, devient un outil puissant de transformation sociale. Pendant longtemps, beaucoup ont douté de la pertinence de notre démarche. Aujourd'hui, cette distinction montre que ce combat était juste et qu'il a désormais une portée mondiale.

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous engager dans l'éducation et les langues nationales ?

Rien ne me prédestinait à ce domaine. J'ai d'abord suivi une

formation en génie mécanique au lycée technique André Peytavin de Saint-Louis, puis à l'ENSUT (actuelle ESP). Mon parcours a basculé lorsque j'ai rejoint un mouvement communautaire dédié à la valorisation des langues et cultures locales. J'y ai découvert le bonheur de voir des adultes, parfois plus âgés que moi, apprendre à lire, écrire et compter dans leur langue. Ce sentiment d'utilité immédiate a tout changé. J'ai alors quitté le domaine technique pour rejoindre ARED, où je travaille depuis 35 ans, gravissant tous les échelons jusqu'à la direction.

Quels ont été les principaux défis sur ce parcours ?

Le premier défi a été le scepticisme. Ni mes proches, ni même les communautés ne croyaient que les langues nationales pouvaient servir à l'éducation. On me disait : « Mais qui

peut m'apprendre le wolof ? Je le parle déjà ! » Il a fallu expliquer que l'objectif n'était pas d'enseigner à parler, mais d'apprendre à penser, lire et écrire dans sa langue pour mieux se développer. Le second défi a été d'introduire les langues nationales dans l'école formelle. Beaucoup de parents craignaient que cela désavantage leurs enfants. Aujourd'hui, les résultats prouvent le contraire : les élèves bilingues réussissent mieux, même en français. Cette évolution a convaincu l'État d'étendre progressivement cette approche à tout le pays.

Comment voyez-vous l'avenir de l'éducation et des langues nationales en Afrique ?

Nous assistons à un tournant. Des pays comme le Sénégal, la Mauritanie ou la Gambie ont compris que l'apprentissage dans une langue comprise par



l'enfant est la clé de la réussite scolaire.

Je crois qu'il faut désormais intégrer le numérique et l'intelligence artificielle pour renforcer cet apprentissage. Nous travaillons déjà sur des projets pilotes pour utiliser ces technologies au service des langues africaines. C'est une nouvelle frontière que nous devons franchir.

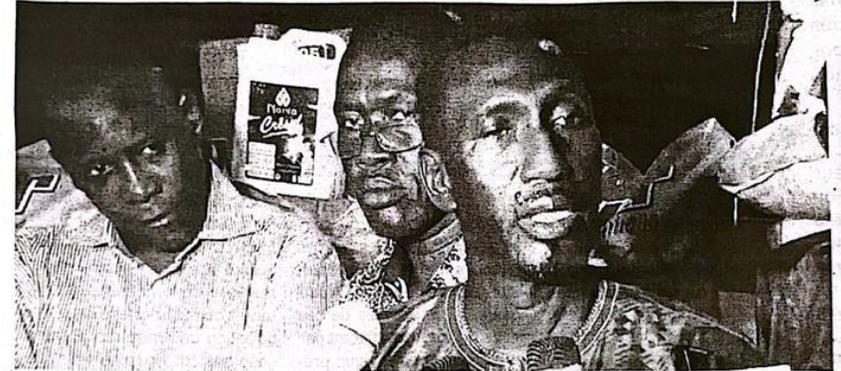
Quel message souhaitez-vous adresser aux jeunes qui veulent suivre votre exemple ?

Je leur dirais : ne cherchez pas d'abord l'argent, cherchez le sens. Engagez-vous dans ce que vous aimez, dans ce qui est utile à la société. J'ai commencé comme bénévole, sans penser à une carrière, mais avec la conviction d'être utile. C'est cette passion et cette utilité qui finissent par attirer la reconnaissance. Quand on travaille pour les autres avec sincérité, on finit toujours par trouver sa voie.

JEAN PIERRE MALOU

DIOURBEL - CEREMONIE DE DISTRIBUTION DE FOURNITURES SCOLAIRES

Le maire Malick Fall plaide pour la construction d'une nouvelle IEF



Le Maire de Diourbel Malick Fall a procédé, samedi 11 octobre 2025, à la distribution de fournitures scolaires composées de photocopieuses, de rames de papiers, d'une dotation de craies blanches et de craies de couleur pour une valeur de plus de 13 millions et demi aux écoles élémentaires et darsas de sa commune. Le maire de la commune de Diourbel explique : « Nous nous sommes concertés avec l'Inspection de l'éducation et de la formation (IEF) pour qu'il nous dise quelles sont les priorités de l'école de la commune de Diourbel, »

nous dise quelles sont les problèmes. C'est à partir de ce moment que la commission éducation dirigée par Madame Gueye Ndeye Rokhya Diagne a décliné un lot de priorités. Et parmi ces priorités, il y a ces photocopieuses, les rames de papiers, des livres de Coran appelés Kamil. Nous pensons que ces machines seront utilisées à bon escient. Cette cérémonie de distribution de fournitures s'est déroulée dans un contexte d'inondation, car la rentrée scolaire a été reportée dans certains établissements scolaires de Diourbel, à cause des inondations.

lançons solennellement un appel à l'Etat du Sénégal pour que Diourbel soit pris en compte dans la gestion des inondations. Diourbel a besoin de financement, d'investissement assez conséquent pour pouvoir sortir de ce lot de désolation. Les écoles en ont besoin. Les écoles Ibrahima Thioye, le CEMT, l'école Serigne Mohameth Tandiang, l'école Serigne Saliou Fall sont sous les eaux. Nous demandons également la construction d'une nouvelle inspection départementale de l'éducation car les eaux ont également envahi ce service ».

■ PROGRAMME D'APPRENTISSAGE RÉNOVÉ

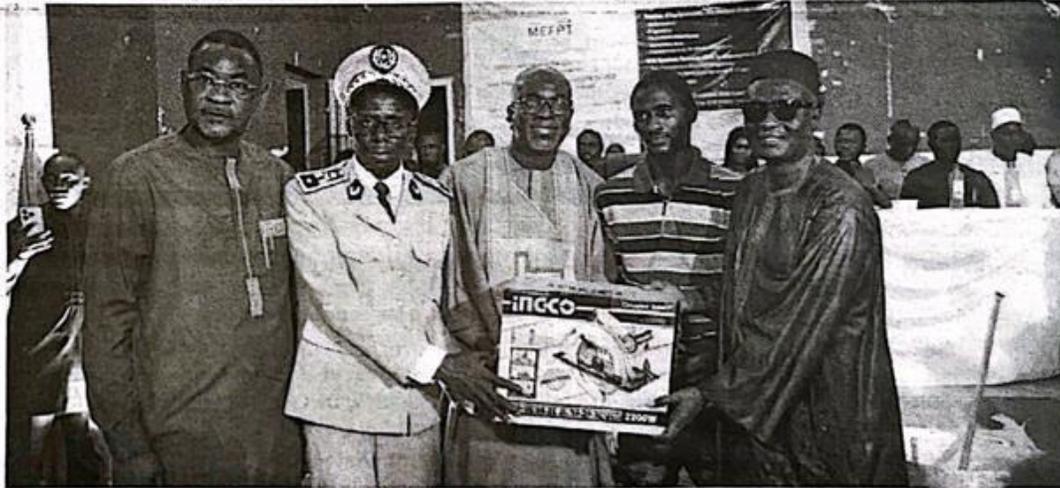
Des équipements remis aux bénéficiaires du département de Pikine

Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique, Amadou Moustapha Ndieck Sarré, a présidé, hier, au théâtre de verdure de Mbao, la cérémonie de remise d'attestations de fin de formation et d'équipements aux 500 bénéficiaires du programme de l'apprentissage renouvelé à Pikine.

Un pays qui aspire à l'émergence a besoin d'une population formée avec des jeunes et des femmes qualifiés dans tous les domaines. C'est dans cette logique que s'inscrit la session de formation à laquelle des centaines de femmes de Pikine, bénéficiaires du programme de l'apprentissage renouvelé, ont participé. Elles ont ainsi été formées dans les domaines du cosmétique, de la saponification et de la transformation céréalière, en fruits et légumes et en éducation financière.

Hier, une cérémonie de remise d'attestations aux femmes formées et des équipements professionnels à des mécaniciens, frigoristes, techniciens en climatisation, menuisiers (métalliques et ébénistes) a été organisée. Il s'agit ainsi de per-

mettre aux bénéficiaires de renforcer leurs activités et d'améliorer la qualité de leurs prestations, mais surtout, de transmettre à la relève leur savoir-faire. Président cette cérémonie, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique a estimé que l'acquisition de ces nouvelles connaissances est pour les bénéficiaires la voie pour améliorer leur employabilité dans un contexte de renforcement de notre tissu économique. D'après Amadou Moustapha Ndieck Sarré, ces deux volets (formation des femmes et appui aux maîtres d'apprentissage) sont au cœur de la politique d'emploi du ministère qu'il dirige. Il a aussi précisé que cette initiative traduit la volonté du Président de la République, Bassirou Diomaye Faye



A Pikine, le programme de l'apprentissage renouvelé a accompagné 500 femmes et artisans.

et du Premier ministre Ousmane Sonko de faire de la formation professionnelle un puissant levier pour l'employabilité locale, et de valoriser les métiers de proximité conformément aux orientations de l'agenda Vision 2050. « Ces deux activités traduisent notre volonté de former et d'équiper l'insertion des jeunes et des femmes afin de stimuler l'emploi local et

de dynamiser l'économie de proximité », a-t-il ajouté. M. Sarré a affirmé que le progrès de notre pays passe par la somme des compétences et de potentialités diverses et variées de chacun avec le soutien constant aux acteurs qui transmettent ces savoir-faire à côté des actions de l'Etat. Le ministre a annoncé que le département de Pikine qui bénéficie déjà du pro-

gramme de déploiement de l'apprentissage massif des métiers va accueillir le nouveau lycée professionnel et technique prévu dans la banlieue. Il a expliqué que le coût de ce nouveau lycée est de cinq milliards et les travaux démarreront en 2026. Au nom des bénéficiaires, Rama Bodian a exprimé la joie des femmes qui ont été formées. **Abdou DIOP**

■ TEMS DU CONCOURS D'AGRÉGATION

Diène Diouf, directeur d'école : « Ce qu'il faut faire pour réussir le « ubbi tey jàng tey » »

LeSoleil
13 octobre 2025

Le directeur de l'école élémentaire El Hadji Salif Bâ de Fatick a appelé à plus de responsabilité pour la mise en œuvre effective du principe du « ubbi tey jàng tey ». Pour Diène Diouf, les parents ont un rôle important à jouer, dans la mesure où ils sont appelés à réunir les conditions nécessaires à la présence de l'enfant à l'école dès le premier jour.



Ziguinchor : Vision citoyenne, le FRAPP et l'ONA2J dénoncent des irrégularités sur les frais d'inscriptions dans les établissements publics

Dans un communiqué commun, Vision citoyenne, le FRAPP et l'ONA2J affirment avoir constaté le non-respect des dispositions de "l'arrêté interministériel n°007430 du 27 mars 2024 portant réglementation des frais d'inscriptions et d'études dans les établissements d'enseignement et de formation professionnelle et technique, ainsi que de la circulaire rappel n°00002256 MEN/CAB du 26 avril 2025 relative au respect des dispositions réglementaires concernant les frais d'inscription et la gestion financière des établissements scolaires publics".

LeSoleil

15 octobre 2025



Le Sénégal intègre l'éducation financière dans ses programmes scolaires

Le Sénégal poursuit sa politique d'inclusion économique en lançant, sous l'impulsion de l'Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF) et d'Aflatoun International, la contextualisation de l'éducation financière dans les programmes scolaires. Cette initiative, intégrée au Programme national d'éducation financière 2025-2029, introduit l'apprentissage des notions financières dès le moyen secondaire afin de réduire l'illettrisme économique et de favoriser une culture de responsabilité dans la gestion des ressources.



Seneweb
15 octobre 2025

[Lire la suite](#)

Des inspecteurs d'Académies, des inspecteurs d'éducation et de formation, des enseignants-chercheurs d'universités, des membres de la société, entre autres partenaires de l'école, étaient réunis hier, mardi 14 octobre pour échanger sur les opportunités et les défis des ressources numériques pour une éducation inclusive. C'était à l'occasion d'un panel organisé par le Centre national de ressources éducationnelles (CNRE).



Sud Quotidien
15 octobre 2025

[Lire la suite](#)

Concours d'agrégation du Cames: Lancement à l'Ucad, de la 22e édition avec 220 candidats en lice

La 22e édition du Concours d'agrégation des sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion (Sjpeg) du Cames a été lancée le 15 octobre 2025 à l'Ucad.

La cérémonie de lancement a été présidée par le Secrétaire général du Cames, Pr Souleymane Konaté. Selon ce dernier, au fil des années, le Concours d'agrégation des Sjpeg s'est imposé comme une école d'excellence et de mérite, contribuant à l'essor d'un enseignement supérieur africain crédible et compétitif sur la scène internationale. «Les objectifs initiaux assignés à ce concours demeurent pleinement d'actualité.



Lesoleil.sn
15 octobre 2025

[Lire la suite](#)

Classes préparatoires – Cours Sainte Marie de Hann : Les bonnes notes du programme Post-Bac

Dans le cadre de la promotion de son programme Post-Bac, le Cours Saint Marie de Hann enregistre un taux de 65% d'élèves admis dans ses classes préparatoires.

Le programme Post-Bac, initié par le Cours Sainte Marie de Hann depuis 2012, continue d'enregistrer des résultats satisfaisants. Ce programme des classes préparatoires scientifiques intégrées, mené en partenariat avec la Fédération des écoles supérieures d'intérêt communautaire (Fesic) et le groupe UniLaSalle, a déjà permis de placer plus de 400 étudiants dans des écoles prestigieuses d'ingénieurs françaises.



[Lire la suite](#)

LeQuotidien.sn
15 octobre 2025

■ FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

200 formateurs vacataires déployés dans 16 académies du Sénégal

Recrutés et formés à l'initiation à la pédagogie, à la déontologie et à l'approche par les compétences, les 200 vacataires de l'enseignement professionnel et technique ont reçu, hier, leurs ordres de service. Ils seront déployés dans les 16 académies du Sénégal et exerceront dans 30 filières différentes.

Choisis parmi 21.475 candidats ayant postulé, les 200 formateurs vacataires ont reçu, hier, des mains du ministre de la Formation professionnelle et technique, Amadou Moustapha Ndieck Sarré, leurs attestations de fin de formation. Ils ont été formés en initiation à la pédagogie, à la déontologie et à l'approche par les compétences. Par la même occasion, ils ont reçu leurs ordres de service. Ces formateurs seront déployés dans les 16 académies du Sénégal et interviendront dans 30 filières de formation.

Selon le ministre, ce recrutement incarne une concrétisation opérationnelle de l'Agenda national de développement « Sénégal 2035 », dont son axe 2 qui place le



Le ministre de la Formation professionnelle (à gauche), lors de la cérémonie de remise des ordres de service aux vacataires.

capital humain, la formation et l'éducation au cœur de la transformation nationale. « Chers futurs enseignants, en recevant aujourd'hui vos ordres de service, vous ne recevez pas seulement un document. Vous endossez le rôle d'architectes du capital humain de la nation. Votre mission est de former, d'inspirer et de qualifier les jeunes et les adultes qui participent au développement économique de

notre pays vers les objectifs de demain », a affirmé M. Sarré. Par ailleurs, le ministre a exhorté les nouveaux enseignants à être des modèles pour leurs apprenants. En outre, il a exprimé sa gratitude au directeur des ressources humaines du ministère, ainsi qu'à toute son équipe. Il a souligné que leur leadership et leur engagement en faveur de la méritocratie ont fait de ce recrutement

un modèle de transparence et de rigueur. Selon le directeur des ressources humaines, Sidy Faty Ndiaye, le recrutement de ces 200 vacataires s'est effectué en plusieurs étapes, allant de la phase de publication auprès des gouverneurs de région jusqu'à la sélection définitive, en passant par la rigoureuse épreuve d'entretien avec un jury diversifié. Par la suite, les formateurs ont été formés à l'École

nationale de formation en économie familiale et sociale (Enfefs), avec l'appui d'inspecteurs de spécialité, de méthodologues et de psychologues. La porte-parole des vacataires, Rosalie Sambou, a déclaré que leurs journées de formation ont été « exigeantes, enrichissantes et marquées par un esprit de solidarité, d'apprentissage et de rigueur ». Selon elle, au-delà du renforcement des capacités pédagogiques, cette formation a permis de forger un véritable esprit de corps, composé de 200 formateurs désormais unis par une même vision.

« En tant que vacataires de l'enseignement professionnel et technique, notre mission est d'être des vecteurs d'excellence. Il nous revient de transmettre non seulement des savoirs, mais surtout le savoir-faire et le savoir-être. Nous devons veiller à ce que chaque jeune ne soit pas seulement diplômé, mais qu'il devienne un professionnel compétent, agile et capable de s'adapter aux mutations du marché du travail », a-t-elle affirmé.

Maguette Guèye DIEDHIUO

ENTRETIEN AVEC... | MAMADOU AMADOU LY, DIRECTEUR GENERAL D'ARED

«Un système éducatif ne se transforme ni en un an, ni en deux ans»

Mamadou Amadou Ly, directeur général de l'Ong Ared – une organisation éducative basée au Sénégal et active dans une douzaine de pays africains – fait partie des pionniers de l'utilisation des langues nationales à l'école élémentaire. Dans cet entretien, il retrace les étapes clés du processus ayant conduit à la mise en œuvre du programme

d'enseignement en langues nationales. Il a également évoqué la distinction prestigieuse du Prix Yidan 2025 pour le développement de l'éducation, qui lui est récemment décernée. Une reconnaissance majeure qui fait de lui le premier lauréat ouest-africain récompensé pour ses contributions remarquables en matière d'éducation et d'alphabétisation.

WalfQuotidien - Quelles sont les missions d'ARED ?

Mamadou Amadou LY - La mission première d'Ared est de promouvoir une éducation de qualité ancrée dans les langues nationales, à travers la formation, l'édition, l'innovation pédagogique et la recherche-action. Depuis plus de 30 ans, elle œuvre dans le domaine de l'éducation non formelle, avec pour objectif de renforcer les capacités des communautés. Dans cette optique, nous avons conçu des modules en langues nationales qui facilitent des débats éclairés et inclusifs entre acteurs locaux, afin de favoriser le dialogue, la compréhension mutuelle et la recherche de solutions pacifiques aux problèmes qu'ils rencontrent.

Depuis 2009, Ared s'est également engagé dans l'éducation formelle, en collaborant étroitement avec les gouvernements, notamment les ministères de l'Éducation nationale pour améliorer la qualité des enseignements-apprentissages dans le cycle primaire. Nous sommes actuellement actifs au Sénégal, en Gambie et en Mauritanie, où nous co-développons et expérimentons des approches pédagogiques innovantes.

C'est l'ensemble de ces actions cruciales qui nous ont valu le Prix Yidan. Ce prix, créé en 2017, est l'une des plus hautes distinctions mondiales dans le domaine de l'éducation. Il a été décerné à de grandes figures du secteur éducatif à travers le monde – en Inde, aux États-Unis, au Royaume-Uni... En aujourd'hui, pour la première fois, un lauréat ouest-africain est récompensé : un Sénégalais, porté par le travail d'Ared. Ce succès historique représente aussi une reconnaissance internationale du modèle éducatif sénégalais fondé sur les langues nationales, l'inclusion et l'ambition de préparer chaque enfant à affronter le monde de demain.

Il y avait le parrainage de l'État ?
Il n'y a pas eu de parrainage officiel de la part de l'État dans le cadre de cette candidature, mais j'ai pu mobiliser des lettres de recommandation solides, émanant de partenaires de confiance avec lesquels nous avons mené des collaborations fructueuses. Parmi eux figuraient notamment un ancien ministre sénégalais très engagé dans le secteur de l'éducation, dont le soutien a été précieux. Il est important de souligner que le Prix Yidan ne constitue pas notre première reconnaissance internationale. En 2021, Ared a reçu le Prix de l'Alphabétisation décerné par la Library of Congress, la plus grande bibliothèque au monde, située à Washington. Cette distinction honorait déjà l'impact et l'innovation de notre travail dans le domaine de l'alphabétisation.



Votre prix est venu au moment où le gouvernement s'est engagé à mettre à l'échelle l'utilisation des langues nationales à l'école. En tant qu'expert, quelles appréciations faites-vous de cela ?

Cela fait plus de dix ans que nous contribuons activement à la promotion des langues nationales à l'école. Notre démarche s'inscrit dans une logique d'accompagnement du gouvernement à travers un travail collaboratif et structuré. A titre d'exemple, le matériel pédagogique expérimental actuellement utilisé dans 12 des 14 régions du pays, en wolof, pulaar, sérère, diola, soninké et mandinka, a été entièrement élaboré par Ared. Ce contenu sert aujourd'hui de base à l'enseignement en langues nationales dans les écoles ciblées par le ministère de l'Éducation nationale. Par ailleurs, en 2024, sur les 8 909 écoles que compte le pays, plus de 8 205 intégrant les langues nationales disposent d'enseignants formés grâce à une contribution de Ared. Pour cette année scolaire 2025-2026, l'ensemble du dispositif de formation – modules, contenus et méthodologie – a été conçu en étroite collaboration avec le ministère, afin de permettre le déploiement effectif des cours dès le début de l'année scolaire.

Est-ce qu'aujourd'hui, vous êtes en train de travailler sur un référentiel pour harmoniser la pratique des langues nationales à l'école ?
Aujourd'hui, le Sénégal dispose d'un cadre de référence clair pour l'enseignement bilingue, connu sous le nom de Mo-

dèle harmonisé d'enseignement bilingue au Sénégal (Mohebs). Ce modèle tire ses origines, dans une certaine mesure, de notre programme expérimental bilingue, lancé par Ared en 2009. Cela veut dire que nous sommes engagés dans ce processus depuis longtemps.

Nous avons d'abord mis en œuvre un programme pilote sur quatre ans, dont les résultats positifs ont été partagés avec les autorités éducatives. À la suite de cette phase, en 2017, le ministère de l'Éducation nationale a décidé de capitaliser cette expérience et de l'harmoniser avec d'autres initiatives similaires menées dans le pays. C'est en 2019 que le ministère a officiellement validé le Mohebs comme document de référence national. Lorsque nous affirmons que les matériels pédagogiques existent en plusieurs langues nationales, cela reflète des années de recherche, de conception, de validation et de production.

Aujourd'hui, l'État du Sénégal dispose non seulement d'un modèle bilingue harmonisé, mais également d'un programme structuré couvrant tout le cycle primaire, de la première à la sixième année. Il est essentiel de rappeler qu'un système éducatif ne se transforme pas en un ou deux ans. Ce sont des réformes de long terme, construites avec méthode, vision et persévérance.

Quel impact aura cette introduction de ces langues dans les enseignements apprentissages ?
L'impact de l'introduction des langues nationales dans l'enseignement est considérable. Les évaluations, qu'elles soient natio-

nales ou internationales, ont révélé des lacunes alarmantes : de nombreux élèves, à l'âge de 10 ans, étaient incapables de lire et de comprendre un texte simple. Ces difficultés s'expliquent en grande partie par la barrière linguistique à laquelle les enfants sont confrontés dès leur entrée à l'école.

Avec l'usage des langues nationales, les élèves apprennent dans une langue qu'ils comprennent naturellement, ce qui accélère considérablement les apprentissages. Lorsqu'on supprime la barrière de la langue, on libère le potentiel des enfants. L'enseignement en langue nationale permet donc une meilleure compréhension, un apprentissage plus rapide et plus durable. Les enfants progressent mieux, et surtout, ils ne sont plus seuls dans leur parcours. Les parents et les communautés, souvent non scolarisés, comprennent désormais ce qui se passe à l'école, car l'enseignement se fait dans les langues de leur environnement. Cela favorise une implication plus forte des familles, ce qui renforce la réussite des élèves.

Enfin, il est essentiel de rappeler que le développement d'un pays repose sur le développement de son capital humain. Un enfant qui ne sait pas lire ne pourra pas faire des mathématiques. Et sans compétences en mathématiques, il sera difficile de former les scientifiques, ingénieurs ou innovateurs de demain. En ce sens, l'usage des langues nationales dans l'éducation est un levier stratégique pour améliorer les performances scolaires, réduire les inégalités et favoriser un développement durable.

L'alphabétisation demeure le parent pauvre du système. Elle est considérée comme une priorité secondaire dans les politiques éducatives... qu'en pensez-vous ?

L'alphabétisation a été, et reste, un pilier essentiel de notre action. Nous y croyons fermement, car nous savons, prouvés à l'appui, à quel point elle transforme les individus, les familles et, au-delà, la société toute entière. Elle ouvre les portes de la participation citoyenne, de l'autonomisation économique et du développement durable. C'est d'ailleurs la principale raison qui m'avait poussé à abandonner la mécanique pour me lancer dans une carrière d'éducateur.

Aujourd'hui, il faut saluer les efforts significatifs de l'État du Sénégal en matière d'alphabétisation, ainsi que l'engagement croissant de la société civile, qui renforce cette dynamique. Mais pour aller plus loin, il est indispensable d'adopter une approche globale et inclusive, capable de répondre à l'ensemble des besoins éducatifs de la population, qu'ils concernent les enfants, les jeunes ou les adultes.

Réalisé par Mamadou GACKO

ÉDUCATION INCLUSIVE AU SÉNÉGAL

Le pari du numérique et de l'innovation

Des inspecteurs d'Académie, des inspecteurs d'éducation et de formation, des enseignants-chercheurs d'universités, des membres de la société civile, entre autres partenaires de l'école, étaient réunis hier, mardi 14 octobre, pour échanger sur les opportunités et les défis des ressources numériques pour une éducation inclusive. C'était à l'occasion d'un panel organisé par le Centre national de ressources éducationnelles (CNRE).

Alors que le monde se tourne vers le digital pour repenser ses modèles éducatifs, le Sénégal explore lui aussi les potentialités des ressources numériques pour renforcer la qualité et l'inclusivité de son enseignement. C'est dans ce cadre que s'inscrit le panel sur le thème « Ressources numériques et innovations pédagogiques : opportunités et défis pour une éducation inclusive au Sénégal ». Organisé par le Centre national de ressources éducationnelles (CNRE) hier, mardi 14 octobre, il a permis d'explorer des solutions innovantes et durables permettant aux apprenants de bénéficier des ressources et des nouvelles approches pédagogiques.

« Le numérique et l'intelligence artificielle sont devenus des outils incontournables de notre action pédagogique. Mais leur vraie valeur ne réside pas dans la technologie elle-même. Elle se trouve dans notre capacité collective à les mettre au ser-

vice de nos objectifs fondamentaux : l'équité, la qualité, l'inclusion », a déclaré la Directrice du CNRE, Seynabou Wade. Entre plateformes d'apprentissage en ligne, classes virtuelles et outils interactifs, les innovations pédagogiques se multiplient. Ces avancées offrent de réelles opportunités pour améliorer la qualité de l'enseignement et favoriser l'inclusion mais elles soulèvent aussi des défis. « Il ne s'agit pas seulement d'outils modernes, mais de véritables leviers pour transformer nos manières d'apprendre et d'enseigner, grâce aux innovations pédagogiques qu'ils suscitent. Le numérique offre d'immenses perspectives pour construire une école plus adaptée aux besoins de tous les apprenants, quels que soient leur âge, leur lieu de résidence et leurs conditions sociales », a fait savoir Seynabou Wade. Poursuivant son propos, elle ajoute : « C'est ce qui justifie la mise en place par le MEN de la Straté-

gie du numérique pour l'éducation-2025/2029 qui traduit une vision ambitieuse de bâtir une société éducative inclusive et performante, fermement ancrée dans les valeurs sénégalaises et africaines, et se déploie en parfaite harmonie avec le projet de transformation systémique du Sénégal impulsé par son Excellence le Président de la République ». Venu présider la rencontre, le ministre de l'Éducation nationale Moustapha Guirassy dit « réajuster son point de vue par rapport à la grande question du digital, du numérique ». Ce, après les échanges des participants sur le numérique. En effet, face à ces opportunités et défis, le CNRE dit « assumer pleinement son rôle de structure d'appui et d'accompagnement en tant que pôle national de conception, de production, de diffusion de ressources numériques éducatives et de capitalisation de bonnes pratiques ».

MARIAME DJIGO

U
S
É
T
r
m
tr
nc

SEYNABOU WADE DIRECTRICE DU CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES ÉDUCATIONNELLES (CNRE) «Nous allons préparer nos enfants à un éventuel changement...»

A l'occasion d'une rencontre qu'il a présidée hier, Seynabou Wade, la Directrice du Centre National de Ressources Éducationnelles (CNRE) s'est félicitée de cette occasion qui lui est offerte de parler de «ce panel stratégique qui marque à la fois la clôture d'un mois intense d'activité et l'ouverture d'une nouvelle phase d'engagement collectif. Ce panel s'ouvre à un moment charnière pour notre système éducatif et le thème retenu aujourd'hui et que nous réunis n'est pas qu'une question technique, il touche à l'essence même de notre mission, c'est-à-dire préparer l'avenir de nos enfants dans un monde en perpétuel changement» a-t-elle déclaré.

A ce panel institutionnel organisé par le CNRE, en collaboration avec l'ADLN, (Direction de l'Alphabétisation des langues nationales), à la sortie de ce mois national de l'Alphabétisation, elle a relevé l'importance de ladite rencontre. «Nous nous retrouvons aujourd'hui autour d'un thème

d'une actualité brûlante et d'une importance stratégique pour l'avenir de notre système éducatif, ressources numériques et innovation pédagogique, opportunités et défis pour une éducation inclusive au Sénégal». Ce qui lui a fait dire que «ce panel s'articule autour de deux priorités essentielles de notre pays».

D'une part, dit-elle, «la promotion de l'alphabétisation et des langues nationales qui constitue l'axe majeur du mois national de l'alphabétisation et d'autre part la transformation numérique de notre système éducatif porté par la stratégie du numérique pour l'éducation 2025-2029. Il vise donc également à susciter une réflexion partagée entre chercheurs, décideurs, praticiens et acteurs de la société civile sur les opportunités et les défis de l'intégration des ressources numériques et des innovations pédagogiques dans le système éducatif Sénégal en vue de renforcer sa qualité et son caractère inclusif et équitable».

A en croire la Dg de CNRE, sa conviction est que «le numérique



et l'intelligence artificielle sont devenus des outils incontournables de notre action pédagogique. Mais leur vraie valeur ne réside pas dans les technologies elles-mêmes. Elle se trouve dans notre capacité collective à les mettre au service de nos objectifs fondamentaux, l'équité, la qualité et l'inclusion. Il ne s'agit pas seulement d'outils modernes mais de véritables leviers pour transformer nos manières d'apprendre et d'enseigner grâce aux innovations pédagogiques qu'ils suscitent».

Le numérique, poursuit-

elle, «offre d'immenses perspectives pour construire une école plus adaptée aux besoins de tous les apprenants, quel que soit leur âge, leur lieu de résidence et leurs conditions sociales». C'est, selon elle, «ce que justifie la mise en place par le ministère de l'éducation nationale, la stratégie du numérique pour l'éducation 2025-2029 qui traduit une vision ambitieuse de bâtir une société éducative, inclusive et performante, fermement ancrée dans les valeurs sénégalaises et africaines et se déploie en parfait». Aussi a-

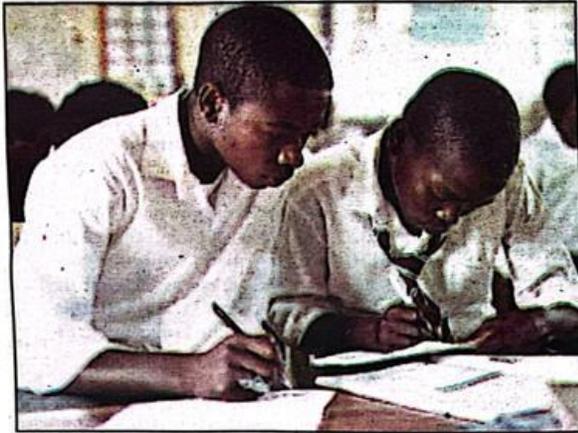
t-elle confié : «face à ces opportunités et défis, le CNRE assume pleinement son rôle de structure d'appui et d'accompagnement en tant que pôle national de conception de production, de diffusion de ressources numériques éducatives et de capitalisation de bonnes pratiques. Et pour y parvenir, nous travaillons en parfaite synergie avec la députée et les structures du ministère de l'éducation nationale afin d'en assurer leur cohérence et leur qualité».

A ce panel, la Dg a estimé que c'est justement l'occasion idéale pour enrichir cette vision. «Ainsi, vos observations, contributions et critiques nous seront d'un apport précieux. Je suis convaincue que les échanges de ce jour nourriront non seulement la mise en œuvre de la stratégie du numérique de ce secteur, mais renforceront aussi tout l'écosystème de l'éducation en général et de l'alphabétisation et des langues nationales en particulier.

Samba Ceb FALL

ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONDAIRE

Vers l'introduction de l'éducation financière dans le curriculum



Sous l'initiative de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF), en partenariat avec l'Ong internationale Aflatoun, tient depuis hier un atelier sur la contextualisation de l'éducation financière dans le curriculum de l'enseignement moyen et secondaire. L'objectif est de permettre aux apprenants, en particulier ceux du moyen secondaire, d'acquérir les connaissances de base nécessaires pour prendre de bonnes décisions financières.

Introduire l'éducation financière dans le curriculum de l'enseignement moyen et secondaire au Sénégal, tel est le but de l'atelier qui réunit depuis hier l'OQSF, des Inspecteurs de l'Éducation et de la Formation, des syndicats d'enseignants et organisations de la société civile. Il s'agit de réfléchir sur la contextualisation de modules d'éducation financière au niveau des cycles d'enseignement du moyen secondaire au Sénégal. Le projet qui est piloté par l'Ong Aflatoun vise à adapter l'éducation financière au contexte du moyen secondaire au Sénégal.

Selon le secrétaire exécutif de l'OQSF, l'idée, c'est de permettre aux apprenants, en particulier ceux du moyen secondaire, d'acquérir les connaissances de base nécessaires pour prendre de bonnes décisions financières. Il s'agit selon Papa Amadou DIAGNE de faire comprendre aux élèves les mécanismes de l'épargne pour pouvoir choisir un produit financier adapté, ou encore de se familiariser avec des notions comme le civisme fiscal. Ce qui permettra de former "des citoyens responsables et autonomes financièrement". Rappelant que l'apprentissage de l'éducation financière dès le plus jeune âge est nécessaire pour développer chez les enfants et jeunes les compétences nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées et responsables, M. Diagne juge impératif d'intégrer l'éducation financière à tous les niveaux d'enseignement, en se basant sur les besoins identifiés au niveau des groupes cibles jeunes. Coordonnateur de la région Afrique francophone de l'ONG internationale Aflatoun, Waliou Yessoufou renseigne que ce projet de la BCEAO ambitionne d'élaborer des manuels, adaptés aux réalités de chaque pays, sur

l'éducation financière dans les huit pays de l'UEMOA. Au Sénégal ces manuels prendront en compte les daara de même que l'éducation sur la finance islamique. «Cet atelier marque une étape clé dans la mise en œuvre du programme régional porté par la Banque centrale, visant à doter chaque pays de l'UEMOA d'outils pédagogiques propres à leurs réalités nationales», a-t-il fait savoir. Avant de préciser que les manuels élaborés au niveau régional tiennent déjà compte des spécificités africaines, mais certaines dimensions propres au Sénégal, notamment en matière de comportements économiques ou de pratiques locales, restaient à intégrer. Il indique que cette démarche s'inscrit dans la dynamique régionale impulsée par la BCEAO, qui a élaboré des manuels communs pour les huit pays de l'Union. Et «Aflatoun accompagne techniquement cette initiative pour garantir que ces modules soient effectivement intégrés dans les curricula de formation du primaire jusqu'à l'université». À l'en croire, le Sénégal fait figure de pionnier dans le processus. Grâce à la collaboration active entre l'OQSF et Aflatoun, «des ressources ont déjà été mobili-

sées pour accélérer l'intégration nationale».

Par ailleurs, même s'il admet que le Sénégal a une longueur d'avance sur les autres pays de l'Union, il précise que l'ambition, c'est que tous les pays s'approprient cette dynamique. «Nous travaillons à ce que le manuel devienne un outil pertinent et concret pour les élèves sénégalais, du moyen au secondaire», ajoute M. Yousoufou. Pour lui, l'éducation financière n'est pas un luxe mais une nécessité. Car "chaque enfant, quel que soit son milieu, doit être capable de comprendre les notions de gestion d'argent, d'épargne, de budget et de consommation responsable". C'est pourquoi, dira-t-il, l'organisation œuvre à travers le monde pour inculquer ces compétences de vie aux enfants, notamment les plus vulnérables, afin de leur permettre de prendre des décisions éclairées face aux produits et services financiers. Et à terme, les résultats des concertations seront soumis au Conseil des ministres de l'UEMOA pour validation, avant d'être portés par les ministres des Finances et de l'Éducation de chaque État.
Alissatou DIOP

2 ACTUALITÉS

Le Quotidien ■ Mercredi 15 Octobre 2025
N° 6783

CLASSES PREPARATOIRES Cours Sainte Marie de Hann
Les bonnes notes du programme Post-Bac

Dans le cadre de la promotion de son programme Post-Bac, le Cours Saint Marie de Hann enregistré un taux de 65% d'élèves admis dans ses classes préparatoires.

Par Justin GOMIS

Le programme Post-Bac, initié par le Cours Sainte Marie de Hann depuis 2012, continue d'enregistrer des résultats satisfaisants. Ce programme des classes préparatoires scientifiques intégrées, mené en partenariat avec la Fédération des écoles supérieures d'intérêt communautaire (Fescic) et le groupe UniLaSalle, a déjà permis de placer plus de 400 étudiants dans des écoles prestigieuses d'ingénieurs françaises. Pour les promotions les plus récentes, l'institut a réussi un taux d'intégration de 65%. Ce qui suscite beaucoup d'intérêt chez les parents qui veulent donner à leurs enfants du temps pour leur maturation en faisant deux années de préparation intensive à Dakar avant de poursuivre leur spécialisation de trois années dans les écoles d'ingénieurs en France.

«Nous avons pu placer un peu plus de 400 étudiants qui ont pu voyager et poursuivre leurs études en France», s'est écrié Albert Diatta, coordinateur de l'institut à Banjul.



Bac. Il s'exprimait à l'occasion de la rencontre avec les parents des étudiants de première année. A l'en croire, ces résultats obtenus par le Cours Sainte Marie de Hann suscitent aussi un engouement de la part de nombreux jeunes qui veulent se lancer à l'aventure. Une motivation renforcée par leurs prédécesseurs qui ont fait des témoignages sur leur intégration réussie via internet. Tous ces anciens étudiants dont la majeure partie commence à travailler, n'ont pas regretté d'avoir choisi ce programme de classes préparatoires. «Ce programme nous a beaucoup aidés. Si vous le faites, vous n'aurez pas besoin de reprendre à zéro», ont-ils témoigné de manière unanime, tout en précisant à leurs jeunes frères qu'ils ont aussi besoin de beaucoup travailler une fois en Europe.

Selon le coordinateur du Cours Sainte Marie de Hann, ce programme Post-Bac vise à permettre de réduire le fossé

scientifique entre l'Afrique et l'Europe en proposant aux parents une «période de maturation» de 2 ans pour leurs enfants avant de partir en France pour poursuivre leurs études. Certains parents ont aussi fait des témoignages sur l'intégration réussie de leur progéniture. Même si tout n'est pas rose. «Il y a le refus de visa» dont sont victimes certains étudiants. Une chose que l'institut veut corriger pour rassurer sa clientèle. Dans ce sens, l'équipe pédagogique s'est engagée à accentuer le travail pour offrir à chaque étudiant «toutes les chances de poursuivre ses études en France», a rassuré Albert Diatta.

En tout cas, Oumou Seydi, étudiante en deuxième année de Physique, chimie et sciences de l'ingénieur (Pcsi), a tenu à montrer que le Post-Bac n'est pas facile. Selon la présidente de cette promotion, ils ont besoin du soutien des professeurs, de la formation des enseignants. Pour équilibrer, le

Par Sucre-Salé
Assainir les médias

Le pouvoir de Sonko-Diomaye n'a pas encore changé son attitude envers les médias de ce pays. Quand la porte-parole du gouvernement affiche sa volonté de travailler avec tous les organes, surtout les plus représentatifs, le ministère de la Communication ne cache pas sa volonté de mettre en avant les médias qui s'affichent clairement à la solde du parti au pouvoir. Cela s'est illustré sur le plan pénal, par la farce de la convocation d'une vedette de l'une des web tèles à la solde de Pastef, dont la sortie virulente contre l'ancien chef d'Etat de notre pays ne lui a même pas valu la moindre remontrance. Et l'on parle encore d'assainir les comportements dans les médias.

bureau des élèves a mis en place un programme de divertissement pour les étudiants Post-Bac dont le volume de travail est très important. Il s'agit, confie Oumou Seydi, d'«activités ludiques» et d'événements

de «team building» pour souder les promotions. D'après elle, «il faut apprendre à développer sa propre personne» tout en travaillant pour avoir de bonnes notes.

justin@lequotidien.sn

VÉLINGARA Pour un démarrage effectif des cours

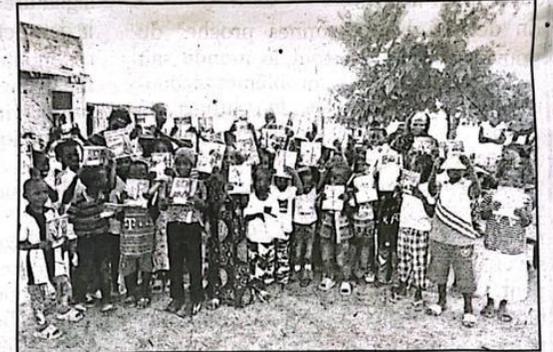
Des grands-mères offrent des kits scolaires aux élèves

Des grands-mères distribuent des fournitures scolaires aux élèves du village de Saré Conco. Un grand ouf de soulagement !

Par Abdoulaye KAMARA

L'ensemble des grands-mères de Saré Conco, village de la commune de Saré Coly Sallé, et les femmes en âge de procréation se sont donné la main pour acheter des fournitures scolaires remises à leurs enfants. La cérémonie de distribution de ces kits scolaires a eu lieu lundi dernier dans la cour de l'école élémentaire de ce patelin du département de Vélingara, dans la région de Kolda. Ainsi, plus de 200 enfants de la maternelle jusqu'en classe de Terminale ont eu droit à un kit scolaire chacun pour le démarrage effectif des enseignements-apprentissages. Une générosité au féminin qui a beaucoup plu au directeur de ladite école, qui a révélé : «2 semaines après la rentrée des classes, une bonne partie des élèves de l'école élémentaire du village de Saré Conco rentre en classe avec un cartable vide ou presque, empêchant les enseignants d'accélérer la cadence des apprentissages. Avec l'appui donné par la mairie, les apprentissages peuvent véritablement être lancés maintenant», dit Alexis Himbane.

Pour expliquer cet élan de solidarité, M. Alioune Sall, chargé de l'intégration des valeurs culturelles positives à



l'école de l'Ong Grandmother project-changement par la culture, a dit : «Ces femmes encadrées par Gmp-changement par la culture ont fait montre d'un élan de solidarité. Elles ont une caisse de solidarité et chaque femme donne 200 francs par mois. C'est le montant total collecté depuis plusieurs mois qui a servi à l'achat de ces fournitures scolaires distribuées à tous les enfants du village qui sont à la maternelle, à l'élémentaire, au collège ou au lycée.» La particularité de ces femmes et grands-mères, c'est qu'elles interviennent toutes auprès des enfants, en classe et en dehors, pour dispenser des cours sur les valeurs positives locales et les traditions, donner des conseils, dire des contes, des devinettes et des proverbes. Proches des enfants, elles se préoccupent de leur avenir dont l'éclat, pensent-elles, doit passer par une bonne éducation. Selon la présidente du regroupement des

grands-mères du village : «C'est le résultat de l'élan de solidarité insufflé par Gmp-changement par la culture dans le village. Les habitants du village se connaissent mieux, sont plus solidaires et engagé ensemble des actions communautaires. Les enfants de tous constituent la préoccupation de chacun. En étant proches de l'école et des élèves, nous connaissons mieux leurs besoins. Et le défaut de cahiers et de stylos est une réalité de beaucoup de nos enfants en début de l'année scolaire.»

A rappeler qu'au courant de l'année scolaire passée, ces grands-mères ont pu mobiliser plus de 50 000 francs pour acheter un vélo et des fournitures scolaires qu'elles ont remis à un élève à mobilité réduite qui avait arrêté temporairement les cours car ayant des difficultés à arriver à temps au Collège d'enseignement moyen de Saré Bassy, à 5 km de leur village.

akamara@lequotidien.sn

L'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) est en deuil. Le Professeur Moustapha Tamba est décédé ce mercredi 15 octobre 2025 des suites d'une longue maladie. Il enseignait au département de sociologie. Il était considéré comme l'un des plus grands sociologues de ce pays. D'ailleurs, il est l'auteur d'une centaine d'articles scientifiques et d'une dizaine d'ouvrages de sociologie. Par ailleurs, il a organisé des colloques internationaux à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et à l'Université Assane Seck de Ziguinchor.



[Lire la suite](#)

Lesoleil.sn
16 octobre 2025

LA PRODUCTION DE NOS MANUELS SCOLAIRES EST UNE QUESTION DE SOUVERAINETÉ NATIONALE

Ramener le livre dans le quotidien du Sénégalais. C'est le rêve du président Bassirou Diomaye Faye qui a convié les acteurs de la chaîne du livre à la première édition du forum national qui se tient aujourd'hui et demain. Dans cette interview, le directeur général de L'Harmattan Sénégal donne un avant-goût des thématiques au cœur de ces journées de réflexion. Anarchie dans les maisons d'édition, fonctionnement du fonds d'aide à l'édition, précarité des auteurs, cherté des livres et de l'édition, Dr Diallo dit tout. Sans gants !



Senplus
16 octobre 2025

[Lire la suite](#)

À l'occasion de la 13^e édition de sa journée annuelle, la filiale sénégalaise du groupe Ecobank a annoncé l'équipement d'une salle informatique complète pour le Groupe scolaire Ensemble Demain de Mbour. Cette initiative, placée sous le thème 2025 « Permettre un apprentissage inclusif pour tous », réaffirme l'engagement de la banque panafricaine en faveur de l'éducation pour tous.



Lesoleil.sn
16 octobre 2025

[Lire la suite](#)

À l'ouverture des assises de l'entreprise du Conseil national du patronat (CNP), ce jeudi 16 octobre 2025, le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle et technique, Amadou Moustapha Ndieck Sarré, a réaffirmé l'ambition du gouvernement : généraliser le modèle dual de formation, combinant théorie et pratique, pour renforcer l'employabilité des jeunes.



Lesoleil.sn
16 octobre 2025

[Lire la suite](#)

Problématique de l'approvisionnement de l'Ia par le système éducatif
Une illustration de l'ambivalence des pouvoirs de la science

Dans une précédente réflexion, nous nous interrogeons sur l'avenir du métier d'enseignant avec la question fulgurante de l'Ia. La question est a priori banale, mais ses implications sont énormes. Il faut circonscrire la réflexion quotidienne par les D'abord, jusqu'à quel niveau l'Ia peut-elle remplacer le professeur et quelles conséquences ont le plan professionnel (sur le plan professionnel notamment) que ce dernier ? Ensuite, si l'Ia peut remplacer le professeur, elle pourrait logiquement contribuer à le former, mais aussi à l'évaluer : en quelles conséquences sociales d'une évaluation de profession-

manifeste : nous nous sommes appris à conduire en société, c'est être intelligent. Notre intelligence n'est-elle pas cependant une sorte de deep data (données complexes et profondes) ou big data (données « massives ») ? L'évolution d'abord, l'expérience quotidienne par les D'abord, jusqu'à quel niveau l'Ia peut-elle remplacer le professeur et quelles conséquences ont le plan professionnel (sur le plan professionnel notamment) que ce dernier ? Ensuite, si l'Ia peut remplacer le professeur, elle pourrait logiquement contribuer à le former, mais aussi à l'évaluer : en quelles conséquences sociales d'une évaluation de profession-

mesure où nous nous sommes appris à penser : nous prétendons créer, mais la pensée est rarement originale. Nous combinons des idées (données) pour produire des pensées censées être « personnelles ». Nous ne faisons en dernière instance que calculer, et la machine le fait bien. Il est vrai, comme le souligne Luc Julia¹, que l'intelligence n'est pas seulement une capacité d'apprendre, mais aussi et surtout, capacité à transgresser les règles, et qu'elle est réservée aux humains. On peut néanmoins, relativiser cette thèse dans la mesure où même nos émotions sont culturelles ; du moins la façon dont nous les éprouvons dépend de l'éducation et de la culture.

Si on s'en tient à la définition de l'intelligence comme faculté exclusive à l'homme, l'expression de la réflexion humaine devient un non-sens. Mais l'expérience et la recherche prouvent que l'intelligence existe dans le monde animal ; la définition bergsonienne nous semble par conséquent pertinente pour légitimer la notion d'intelligence chez l'animal. D'abord, pour parler de l'Ia, comprendre qu'elle renferme dans la valeur d'être humains aux calculs exhaustifs de la machine ? Pour mieux cerner cette problématique, il nous faut d'abord définir et déconstruire l'intelligence artificielle et, bien sûr, la controverse qu'elle suscite. L'analyse des différents courants de l'Ia est de leur portée nous permettra de relativiser la concurrence qu'elle fait à l'homme et de dégager des pistes d'une collaboration saine entre l'homme et la « machine ».

« Qu'est-ce que l'intelligence ? » A l'origine d'une controverse : intelligence, raison, conscience. L'intelligence est définie de plusieurs façons, relativement à ce à quoi elle s'applique. Aptitude individuelle à réfléchir et à comprendre (ce qui nous permet de dire que l'Ia pense ou pense à un jour : « En dehors de tout cela, nous pouvons définir (c'est-à-dire déterminer) ce que signifie le mot raison quand nous le faisons (ce dernier sens est presque synonyme de raison). Un auteur comme Bergson estime que l'intelligence nous est donnée par la nature pour diriger notre conduite : « Qu'est-ce en effet que l'intelligence ? La manière humaine de penser. Elle nous a été donnée, comme l'instinct à l'abeille, pour diriger notre conduite. » Manière de penser, dit Bergson, parce que, pour lui, même nos idées sont des instruments. Cette conception peut d'ailleurs être illustrée par le fait que l'intelligence a une dimension sociale

Si, qui était censé transmettre dans la langue du guide la question du commandant de Cerda, adressa alors à Tierno la « traduction » que voici : « Tadjani Aguilou Tall, le chef de Badiogara, accompagné de quelques notables, est venu devant de toi pour que tu parles avec lui à Badiogara. Est-tu prêt à le suivre ? » Ce à quoi évidemment le maître répondit par un « oui », accompagné d'un hochement éloquent de la tête que Levasseur n'avait pas besoin de se faire traduire¹⁰. Cette florissante est amusante, car elle nous montre le sens de l'humanité dans le processus de la traduction : Oumar Sy a résolu une crise (du moins, il a différencié l'explosion) en faisant quelque chose qui est humain, à savoir changer sciemment les ramenant à des contextes vécus ou théorisés dans un domaine plus large. Problématique, c'est mettre en jeu l'émotionnel sans avoir peur de la complexité. On peut néanmoins, relativiser cette thèse dans la mesure où même nos émotions sont culturelles ; du moins la façon dont nous les éprouvons dépend de l'éducation et de la culture.

« Qu'est-ce que l'intelligence ? » A l'origine d'une controverse : intelligence, raison, conscience. L'intelligence est définie de plusieurs façons, relativement à ce à quoi elle s'applique. Aptitude individuelle à réfléchir et à comprendre (ce qui nous permet de dire que l'Ia pense ou pense à un jour : « En dehors de tout cela, nous pouvons définir (c'est-à-dire déterminer) ce que signifie le mot raison quand nous le faisons (ce dernier sens est presque synonyme de raison). Un auteur comme Bergson estime que l'intelligence nous est donnée par la nature pour diriger notre conduite : « Qu'est-ce en effet que l'intelligence ? La manière humaine de penser. Elle nous a été donnée, comme l'instinct à l'abeille, pour diriger notre conduite. » Manière de penser, dit Bergson, parce que, pour lui, même nos idées sont des instruments. Cette conception peut d'ailleurs être illustrée par le fait que l'intelligence a une dimension sociale

Problématique de l'approvisionnement de l'Ia par le système éducatif
Une illustration de l'ambivalence des pouvoirs de la science

Dans une précédente réflexion, nous nous interrogeons sur l'avenir du métier d'enseignant avec la question fulgurante de l'Ia. La question est a priori banale, mais ses implications sont énormes. Il faut circonscrire la réflexion quotidienne par les D'abord, jusqu'à quel niveau l'Ia peut-elle remplacer le professeur et quelles conséquences ont le plan professionnel (sur le plan professionnel notamment) que ce dernier ? Ensuite, si l'Ia peut remplacer le professeur, elle pourrait logiquement contribuer à le former, mais aussi à l'évaluer : en quelles conséquences sociales d'une évaluation de profession-

mesure où nous nous sommes appris à penser : nous prétendons créer, mais la pensée est rarement originale. Nous combinons des idées (données) pour produire des pensées censées être « personnelles ». Nous ne faisons en dernière instance que calculer, et la machine le fait bien. Il est vrai, comme le souligne Luc Julia¹, que l'intelligence n'est pas seulement une capacité d'apprendre, mais aussi et surtout, capacité à transgresser les règles, et qu'elle est réservée aux humains. On peut néanmoins, relativiser cette thèse dans la mesure où même nos émotions sont culturelles ; du moins la façon dont nous les éprouvons dépend de l'éducation et de la culture.

Si on s'en tient à la définition de l'intelligence comme faculté exclusive à l'homme, l'expression de la réflexion humaine devient un non-sens. Mais l'expérience et la recherche prouvent que l'intelligence existe dans le monde animal ; la définition bergsonienne nous semble par conséquent pertinente pour légitimer la notion d'intelligence chez l'animal. D'abord, pour parler de l'Ia, comprendre qu'elle renferme dans la valeur d'être humains aux calculs exhaustifs de la machine ? Pour mieux cerner cette problématique, il nous faut d'abord définir et déconstruire l'intelligence artificielle et, bien sûr, la controverse qu'elle suscite. L'analyse des différents courants de l'Ia est de leur portée nous permettra de relativiser la concurrence qu'elle fait à l'homme et de dégager des pistes d'une collaboration saine entre l'homme et la « machine ».

« Qu'est-ce que l'intelligence ? » A l'origine d'une controverse : intelligence, raison, conscience. L'intelligence est définie de plusieurs façons, relativement à ce à quoi elle s'applique. Aptitude individuelle à réfléchir et à comprendre (ce qui nous permet de dire que l'Ia pense ou pense à un jour : « En dehors de tout cela, nous pouvons définir (c'est-à-dire déterminer) ce que signifie le mot raison quand nous le faisons (ce dernier sens est presque synonyme de raison). Un auteur comme Bergson estime que l'intelligence nous est donnée par la nature pour diriger notre conduite : « Qu'est-ce en effet que l'intelligence ? La manière humaine de penser. Elle nous a été donnée, comme l'instinct à l'abeille, pour diriger notre conduite. » Manière de penser, dit Bergson, parce que, pour lui, même nos idées sont des instruments. Cette conception peut d'ailleurs être illustrée par le fait que l'intelligence a une dimension sociale

Si, qui était censé transmettre dans la langue du guide la question du commandant de Cerda, adressa alors à Tierno la « traduction » que voici : « Tadjani Aguilou Tall, le chef de Badiogara, accompagné de quelques notables, est venu devant de toi pour que tu parles avec lui à Badiogara. Est-tu prêt à le suivre ? » Ce à quoi évidemment le maître répondit par un « oui », accompagné d'un hochement éloquent de la tête que Levasseur n'avait pas besoin de se faire traduire¹⁰. Cette florissante est amusante, car elle nous montre le sens de l'humanité dans le processus de la traduction : Oumar Sy a résolu une crise (du moins, il a différencié l'explosion) en faisant quelque chose qui est humain, à savoir changer sciemment les ramenant à des contextes vécus ou théorisés dans un domaine plus large. Problématique, c'est mettre en jeu l'émotionnel sans avoir peur de la complexité. On peut néanmoins, relativiser cette thèse dans la mesure où même nos émotions sont culturelles ; du moins la façon dont nous les éprouvons dépend de l'éducation et de la culture.

« Qu'est-ce que l'intelligence ? » A l'origine d'une controverse : intelligence, raison, conscience. L'intelligence est définie de plusieurs façons, relativement à ce à quoi elle s'applique. Aptitude individuelle à réfléchir et à comprendre (ce qui nous permet de dire que l'Ia pense ou pense à un jour : « En dehors de tout cela, nous pouvons définir (c'est-à-dire déterminer) ce que signifie le mot raison quand nous le faisons (ce dernier sens est presque synonyme de raison). Un auteur comme Bergson estime que l'intelligence nous est donnée par la nature pour diriger notre conduite : « Qu'est-ce en effet que l'intelligence ? La manière humaine de penser. Elle nous a été donnée, comme l'instinct à l'abeille, pour diriger notre conduite. » Manière de penser, dit Bergson, parce que, pour lui, même nos idées sont des instruments. Cette conception peut d'ailleurs être illustrée par le fait que l'intelligence a une dimension sociale

SUITE A LA PAGE 9



ÉDUCATION ET FORMATION

« Les cours se déroulent normalement depuis le premier jour de la rentrée. Je ne veux même pas entendre parler de mouvement d'humeur. »
AMINATA SARR, PRINCIPALE DU CEM KENNEDY

PREMIER JOUR DE GRÈVE DU G7 DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Un paysage scolaire contrasté dans les établissements de Dakar

Le groupe des 7 syndicats les plus représentatifs du système éducatif (G7) a entamé, hier, un nouveau mouvement de grève, une semaine après la rentrée. Entre débrayages, inscriptions et salles de classe encore inertes, le premier jour de grève révèle un paysage scolaire contrasté dans les établissements dakarois.

Malgré l'annonce du ministère de l'Éducation nationale de régler définitivement la question des enseignants dits « décisionnaires » dans le prochain budget, le regroupement syndical du G7 a maintenu son mot d'ordre de grève. La déclaration du ministre Moustapha Guirassy n'a pas suffi à apaiser les esprits. Comme pour sonner l'alerte dès l'entame de l'année scolaire, les syndicats ont lancé hier, un plan d'actions de 48 heures, avec un débrayage à 9h30, le premier jour et une grève totale prévue pour le second.

Dans les établissements de Dakar, le mouvement prend des visages différents. Au Cem Samba Guèye des Hlm, l'atmosphère est presque ordinaire. À peine 9h30, les élèves s'amusent devant les grilles, discutant et riant en petits groupes. Ndèye Amy Sall et Djamila Diallo, deux collégiennes croisées devant la porte, assurent ne pas être au courant d'un quelconque mot d'ordre. « Nous avons fait cours de mathématiques ce matin », confie Ndèye Amy, souriante aux lèvres.

d'élèves continuent de venir inscrire leurs enfants. Abdourahmane Sarr dit être là pour inscrire son fils en classe de Sixième, tout en notant que les cours n'ont pas encore véritablement démarré. Ibrahima Guèye, élève de quatrième, renchérit en expliquant que certains professeurs ont commencé, d'autres pas encore, les inscriptions et la distribution des tenues étant toujours en cours.

Atmosphère ordinaire au Cem Samba Guèye

La Principale de l'établissement, Mme Khady Bitèye, confirme que la quasi-totalité des enseignants est présente, mais elle reconnaît que les enseignements ne sont pas encore pleinement effectifs à cause des inscriptions tardives. Au Cem Kennedy à Colobane, la situation est bien différente. À peine le portail franchi, la sonnerie retentit et les élèves regagnent rapidement les salles de classe. La Principale Mme Aminata Sarr, affirme que « les cours se déroulent normalement depuis le premier jour de la rentrée ». Dans la salle des professeurs, stylos et docu-



L'appel du ministre de l'Éducation nationale le 10 octobre dernier n'a pas été entendu par le G7. (photo d'archives).

ments en main, des enseignants corrigent, rédigent, préparent leurs leçons. Sur le dispositif de vidéosurveillance, on aperçoit des enseignants en classe, feutre en main, concentrés sur leurs élèves. « Je ne veux même pas entendre parler de mouvement d'humeur », glisse Mme Sar, convaincue que la priorité reste l'enseignement.

Au Lycée Kennedy, la cour grouille de parents et d'élèves venus finaliser leurs inscriptions. Alimatou Ly, élève de Sixième, reconnaît que les cours n'ont pas encore commencé pour son niveau. Marie Sarr, en seconde, confirme qu'elle n'a pas encore démarré les apprentissages. La proviseure, Mme Aminata Sarr, rassure toutefois que les autres niveaux, notamment les classes d'examen, suivent déjà leur programme.

Mais au Lycée Blaise Diagne, la grève prend un tout autre ton. Le mouvement y est massivement suivi, presque symbolique d'une résistance organisée. La proviseure, Mme Lotta Dieng, parle d'un « fief syndical du Saemss et du Cusems » où « sur cinquante professeurs attendus, quarante-deux ont suivi le mot d'ordre du G7 ». Les couloirs sont silencieux, les salles vides, le ton est donné.

Lycée Blaise Diagne, le cœur de la contestation

Habib Pouye, professeur d'anglais au lycée Blaise Diagne et secrétaire général adjoint du Saemss dans la circonscription du Dakar-Plateau, résume l'état d'esprit des enseignants. Il parle d'un « mot d'ordre d'alerte » lancé en tout début d'année pour rappeler au gouverne-

ment les urgences restées sans réponse. « Depuis deux ans, les choses n'ont pas vraiment bougé dans le secteur éducatif », déplore-t-il. Sur le terrain, le constat est clair. « Au lycée Blaise Diagne, les enseignants ont respecté le mot d'ordre à cent pour cent », affirme M. Pouye, non sans fierté. Dans les établissements de Dakar, entre cours timides et classes désertées, l'année scolaire commence sous le signe de la tension. Les enseignants, eux, ne baissent pas la garde et affûtent déjà leurs arguments pour un combat qu'ils annoncent pacifique, mais déterminé.

Dans ce bras de fer naissant, la rentrée prend des airs de test grandeur nature pour l'école sénégalaise.

Daouda DIOUF

ELHADJ MALICK YOUM, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SAEMSS

« Si le gouvernement ne bouge pas, nous irons à la vitesse supérieure »

Le secrétaire général du Saemss, Elhadj Malick Youm, membre du « G7 », revient sur les raisons de la reprise de la mobilisation syndicale. Joint par « Le Soleil », il informe que le plan d'actions engagé n'est pas un geste d'humeur, mais un signal fort adressé au gouvernement. « Pendant tout le mois d'octobre, nous demandons aux enseignants de porter des brassards rouges pour montrer que nous ne sommes pas satisfaits de la gestion des questions sectorielles », explique M. Youm. Il annonce un programme de lutte bien défini : conférence de presse, débrayage, puis grève totale. « Le mot d'ordre a été largement suivi sur l'ensemble du territoire. Nous saluons la discipline et la mobilisation des enseignants », se félicite-t-il. Elhadj Malick Youm insiste sur la nature « d'alerte » du mouvement. « Cela fait près de deux ans que nous privilégions le dialogue et la concertation. Mais les choses n'ont pas bougé. Aujourd'hui, nous voulons des actes concrets », affirme-t-il. Les points urgents sont, selon lui, liés à la révision du statut des décisionnaires, la fin des lenteurs administratives, l'arrêt de la surim-

position des rappels, l'académisation du Bfem et la finalisation du processus de formation diplomatique universelle.

Interpellé sur le choix du timing, alors que la rentrée vient à peine de commencer, le leader syndical justifie la démarche. « Le choix n'est pas fortuit. On n'alerte pas quand l'année est déjà perturbée. Il faut agir dès le début pour envoyer un message clair au gouvernement », martèle le syndicaliste. Pour lui, l'absence de concertation pendant les vacances a été vécue comme un signe de mépris. « Nous avions demandé que les grandes vacances soient mises à profit pour discuter. Le mutisme du gouvernement a montré qu'il préférerait la confrontation à la concertation », regrette-t-il.

Fidèle à une posture ferme, mais mesurée, Youm précise que la grève n'est qu'une première étape. « Si le gouvernement ne bouge pas, nous irons à la vitesse supérieure. Ce premier signal doit être entendu. Nous voulons un dialogue franc, pas de promesses sans lendemain », conclut le secrétaire général du Saemss.

D. DIOUF

■ DÉCÈS DU PR MOUSTAPHA TAMBA

Le recteur rend hommage à un homme qui a marqué l'histoire de l'Ucad

Le Pr Moustapha Tamba, retraité du département de sociologie de l'Ucad, est décédé le 15 octobre 2025. Son « départ laisse un vide immense dans nos cœurs et dans *le monde académique* », a témoigné, dans un communiqué, le recteur de l'Ucad, le Pr Alioune Badara Kandji. Celui qui rend hommage à un « homme qui a marqué l'histoire de notre université et de notre pays », estime que l'héritage intellectuel et humain du Pr Tamba « restera à jamais une source d'enseignement ». « Bien plus qu'un enseignant, il était un mentor, un visionnaire et un

bâtitteur, alliant rigueur scientifique, ouverture pluridisciplinaire et profonde humanité. Ses travaux sur les crises, les incertitudes et les dynamiques sociales, marqués par une lucidité et une empathie exceptionnelles, ont inspiré des générations d'étudiants et de chercheurs », a écrit le Pr Alioune Badara Kandji. Il a souligné que « le colloque international qui lui fut dédié, en janvier 2023, à l'Ucad, sur les incertitudes en contextes de crise, a montré sa capacité à interroger les défis contemporains en invitant à la réflexion, à l'innovation et à la résilience ». Pour-

suivant, le Pr Kandji a indiqué que le défunt « laisse un héritage précieux : des recherches éclairant une bienveillance et une disponibilité exemplaires, ainsi qu'un renforcement des liens entre disciplines, institutions et générations faisant de l'Ucad un lieu de savoir et de solidarité ».

Le recteur de l'Ucad et l'ensemble de la communauté présentent leurs sincères condoléances à la famille du disparu, à ses proches, à ses collègues et à tous ceux qui ont eu la chance de croiser son chemin.

Aliou KANE

■ AMÉLIORATION DES APPRENTISSAGES

La transition numérique, une opportunité pour l'éducation inclusive

Le Centre national de ressources éducationnelles (Cnre), en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale a organisé, le jeudi 16 octobre, à Diamniadio, un panel sur le thème : « Ressources numériques et innovations pédagogiques : opportunités et défis pour une éducation inclusive au Sénégal ».

« Ressources numériques et innovations pédagogiques : opportunités et défis pour une éducation inclusive au Sénégal ». C'est autour de ce thème que s'est tenu, le jeudi 16 octobre, le panel organisé par le Centre national de ressources éducationnelles (Cnre). La rencontre a mobilisé chercheurs, décideurs, praticiens et acteurs de l'éducation pour identifier les opportunités et défis liés à l'intégration du numérique dans l'éducation, afin de renforcer son inclusivité et son efficacité. Dans son mot d'ouverture, Seynabou Wade, directrice du Cnre a précisé que ce panel s'inscrit dans le cadre du New Deal technologique annoncé par le Président de la Ré-

publique et des orientations stratégiques du ministère de l'Éducation nationale pour bâtir, à l'horizon 2035, un système éducatif inclusif, équitable et résilient. «La transition numérique représente une opportunité majeure pour transformer notre système éducatif et le rendre plus inclusif. Dans son rôle stratégique de promotion du numérique éducatif, le Cnre invite toutes les parties prenantes à explorer des solutions innovantes et durables afin que chaque apprenant, quel que soit son âge, son milieu ou son genre, puisse bénéficier des ressources numériques et de nouvelles approches pédagogiques. Dans son exposé, Mamadou Ndoye, ancien ministre de

l'Alphabétisation et des Langues nationales sous Abdou Diouf, a relevé que le Sénégal, à l'instar de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, fait face au défi à l'accès équitable et universel à une éducation de qualité. Il estime que la transition numérique dans l'éducation doit répondre aux besoins des populations vulnérables, notamment les filles, les ruraux et les adultes non alphabétisés. Intervenant au cours des débats, le ministre de l'Éducation nationale a remplacé la rencontre dans son contexte. « Ce thème répond aux aspirations d'un système éducatif ouvert, moderne et inclusif, intégrant les technologies (notamment l'IA) pour réduire les inégalités et favoriser l'apprentissage tout au long de la vie, conformément à la stratégie nationale du numérique 2025/2029 », a relevé Moustapha Mamba Guirassy.

Pape Coly NGOME

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Le Soleil, 13 octobre 2025

■ MALI

Suspension de l'enseignement de la leçon sur la Révolution française

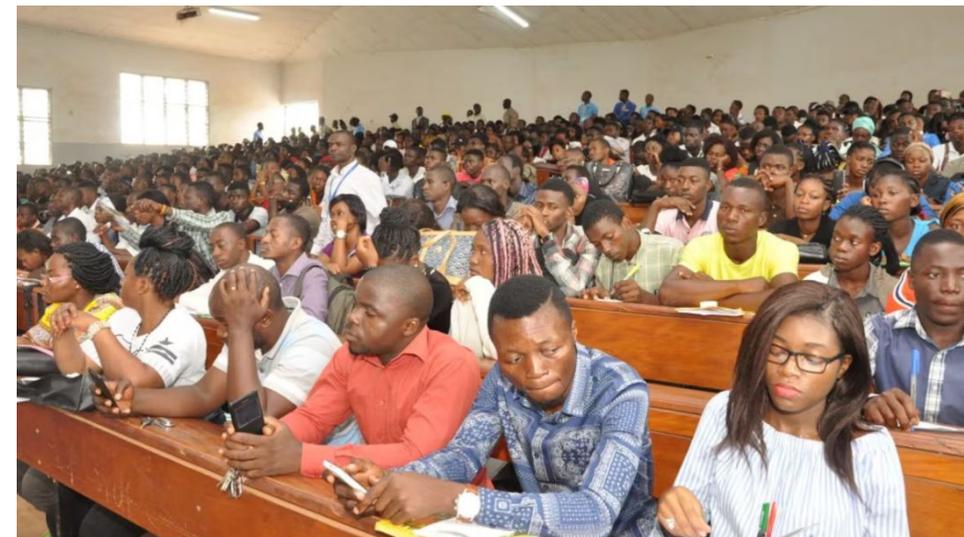
Au Mali, la leçon sur l'enseignement de la Révolution française de 1789 ne sera plus déroulée dans les classes de 9e année. Ainsi en a décidé le ministère de l'Éducation nationale qui a annoncé la suspension de cette leçon. Dans une circulaire, le secrétaire général du ministère, Boubacar Dembélé a donné des instructions aux directrices et directeurs des académies d'enseignement. « Par la présente, je vous demande d'instruire les directeurs des Cen-

tres d'animation pédagogique afin qu'ils prennent, sans délai, les mesures urgentes et nécessaires pour suspendre l'enseignement de la Révolution française dans toutes les classes de 9e année », lit-on dans la note. Il a demandé une application stricte des termes de la mesure. « Toute disposition contraire me contraindrait à prendre les mesures qui s'imposent », a écrit le secrétaire général.

A.KANDE

Cameroun: de la pertinence du système Licence-Master-Doctorat et du besoin de l'améliorer

Le système Licence-Master-Doctoral (Lmd) a été introduit dans l'enseignement supérieur au Cameroun en 2006. Il est le fruit direct de la réforme universitaire initiée en 1993. L'inspecteur général au ministère de l'Enseignement supérieur, Pr Marcel Fouda Ndjodo justifie ce choix «le Cameroun, comme plusieurs pays africains, est soumis à un défi démographique structurel. C'est-à-dire que l'effectif des étudiants augmente beaucoup plus rapidement que les moyens des universités.



Le360 Afrique
17 octobre 2025

[Lire la suite](#)

Lancé officiellement hier à Lomé par l'Observatoire continental de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (OER), le projet « Cours en Ligne » ambitionne de révolutionner l'apprentissage à distance au Togo. Il offre une seconde chance aux candidats libres et aux personnes désireuses de décrocher le précieux baccalauréat, tout en s'adaptant aux réalités sociales et économiques du pays.



[Lire la suite](#)

icilome

17 octobre 2025



ACTUALITE SYNDICALE



DIOURBEL - CRISE AU CUSEMS

Le Conseil syndical départemental exige la restitution des 30 millions du syndicat

Le Conseil syndical départemental du Cusems de Diourbel s'est réuni pour exprimer sa vive indignation suite à la situation actuelle que le syndicat est en train de vivre. Le Conseil départemental de Diourbel rappelle que le 4ème congrès du Cusems qui s'est tenu le 29 septembre au CICES a élu Alioune Diouf comme secrétaire général national du Cusems. Cela veut dire que le mandat du secrétaire général national sortant Ndongo Sarr a pris fin depuis le 2 octobre. Il faut rappeler, selon la structure, que Ndongo Sarr a pris sa retraite depuis 2024. Modou Thiam, secrétaire général départemental du Cusems de Diourbel et par ailleurs secrétaire à l'organisation du Directoire national du Cusems, explique : « le Conseil syndical départemental de Diourbel fustige toute tentative de contestation ou de confusion orchestrée par le secrétaire général sortant et exige de Ndongo Sarr la passation immédiate de service au secrétaire général national Alioune Diouf et demande la restitution sans délai des 30 millions frauduleusement retirés des comptes du syndicat et réaffirme son attachement indéfectible à l'unité, à la transparence et à la légitimité démocratique du Cusems ». Le Conseil syndical départemental de Diourbel en appelle par ailleurs



à la responsabilité et à la sérénité de tous les militants afin de préserver les acquis syndicaux et l'image de l'organisation syndicale pour un Cusems fort et uni afin de faire face à la lutte syndicale pour le bien-être des enseignants. Et d'ajouter : « Si le secrétaire général sortant refuse de faire la passation, nous allons le traduire devant la justice ».

ADAMA NDIAYE

DIOURBEL – PARALYSIE DES ENSEIGNEMENTS/APPRENTISSAGE

Débrayage suivi de grève du G7

La Fédération démocratique de l'éducation, de la formation et de la recherche de la CSA a observé un débrayage, hier mercredi, suivi d'une grève totale pour exiger du gouvernement la signature immédiate des deux projets de décret relatifs à la situation statutaire des décisionnaires de l'éducation et la fin des ponctions appliquées sur le rappel des enseignants.

Pour Ngor Ndiaye, le secrétaire général national du Syndicat unitaire des enseignants du Sénégal (SUES), «ce rappel est une dette et c'est de l'argent qui appartient aux enseignants. Quand l'Etat le paye, il le rattrape par la main gauche. Ce qui n'est pas admissible. Nous demandons la fin des lenteurs et des lourdeurs administratives. Nous sommes dans un monde où la gouvernance est axée sur le numérique et la digitalisation. Et l'Etat avait pris un engagement ferme, dans le cadre de la digitalisation des dossiers de carrière. Mais malheureusement les dossiers sont dans une situation de rejet interne ou de rejet externe. Les dossiers pourrissent là-bas depuis plusieurs années. Nous demandons à ce que l'équité soit observée au niveau de l'éducation nationale. On ne peut pas parler de l'équité au moment où des élèves sont mis dans de bonnes conditions par endroits et ailleurs des élèves sont marginalisés et apprennent dans les abris provisoires».

Le SUES menace de paralyser le système éducatif. «Sans cela, nous nous acheminons vers une année blanche», lance M. Ndiaye.

Adama NDIAYE

Scanné avec CamScanner

UN DEFICIT ALARMANT DE 46.600 SALLES DE CLASSE ET 320.000 TABLES-BANCS...

Le cri d'alerte du Mouvement des enseignants de la Ld

À l'occasion de la rentrée scolaire, le Mouvement des enseignants de la Ligue Démocratique (Moden/Ld) a publié une déclaration choc. Les chiffres qu'il révèle dressent un tableau inquiétant de l'école sénégalaise : infrastructures délabrées, abris provisoires en hausse, milliers d'écoles sans eau ni électricité. Le mouvement dénonce une «faillite structurelle» du système éducatif et exige des mesures urgentes.

La sonnette d'alarme est tirée. Le 15 octobre 2025, le mouvement des enseignants de la Ligue démocratique

(Moden/Ld) a rendu publique une déclaration d'une rare fermeté. Au cœur du texte, une série de chiffres qui, selon le mouvement, traduisent la gravité de la crise éducative que traverse le Sénégal.

Les constats sont implacables : 46.600 salles de classe manquent à l'appel, un déficit colossal qui empêche des milliers d'enfants de suivre un enseignement dans des conditions décentes. À cela s'ajoute un manque criant de 320.000 tables-bancs à l'horizon 2025, selon les projections du mouvement. Pendant ce temps, 6900 abris provisoires

— souvent faits de paille, de zinc ou de tôle — continuent d'accueillir des élèves, exposés à la chaleur, à la poussière et à l'insécurité.

Le tableau s'assombrit davantage avec les infrastructures : 7033 écoles sans électricité, 2256 privées de points d'eau, et 5862 dépourvues de clôtures de sécurité. Des données que le Moden/Ld qualifie de «révélatrices d'un dysfonctionnement profond et persistant dans la gouvernance du système éducatif national». Pour le mouvement, ces chiffres ne sont pas de simples

statistiques, mais le reflet d'une urgence nationale ignorée. «L'école sénégalaise se meurt dans le silence, alors qu'elle devrait être le socle du développement et de la souveraineté intellectuelle», souligne la déclaration. Le Moden/Ld appelle ainsi à une intervention d'urgence de l'État, non par des mesures ponctuelles, mais par des réformes structurelles et durables.

Le mouvement dénonce également la lenteur dans la résolution de dossiers pendants, notamment la situation des décisionnaires et la surim-

position des rappels d'intégration et de validation, qui affectent la motivation du corps enseignant.

Malgré ce constat sévère, les enseignants de la Ld saluent certaines initiatives positives, notamment l'interdiction du téléphone portable à l'école, jugée «salutaire et courageuse». Mais là encore, le Moden/Ld insiste : sans infrastructures solides, sans enseignants motivés, sans respect des engagements de l'État, «aucune réforme ne pourra sauver l'école publique».

Samba THIAM

GRÈVE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La Fenapes lance un appel aux syndicalistes et au gouvernement

La grève déclenchée par les syndicats du G7 (15-16 octobre) a fait réagir la Fédération nationale des associations de parents d'élèves et d'étudiants du Sénégal (Fenapes). Dans un communiqué, son président, Ibrahima Top, a lancé un appel aux syndicats et au gouvernement. À l'ensemble des enseignants, la Fenapes appelle à la reprise effective des cours, afin de garantir aux élèves leur droit à l'éducation et de respecter le quantum horaire fixé à 1240 heures. Si le droit de grève demeure légal et encadré par les textes en vigueur, martèle M. Top, il ne doit en aucun cas priver les apprenants de ce droit fondamental. La Fenapes rappelle également que le gouvernement a déjà pris l'engagement de satisfaire l'essentiel des points de revendication à partir du mois de janvier 2026, à la suite du Conseil interministériel. « Chacun sait qu'il s'agit de mesures nécessitant une budgétisation préalable. Dès lors, la Fédération estime qu'aucun mouvement d'humeur ne saurait se justifier, au risque de compromettre le bon déroulement des enseignements-apprentissages », a ajouté Ibrahima Top. Dans la même dynamique, la Fenapes informe l'opinion publique que, lors du dernier Conseil interministériel, le gouvernement a reconnu la « fragilité du climat social et a réaffirmé sa volonté d'instaurer un dialogue social rénové, constructif et inclusif », en vue de prévenir les tensions et de garantir une année scolaire apaisée. La Fenapes salue cette « posture responsable et accorde du crédit aux engagements pris ». Toutefois, elle exhorte le gouvernement à accélérer la mise en œuvre de ses engagements.

A. KANDE

EDUCATION

Grève du G7, les syndicats parlent d'un taux de suivi de 79 %

La grève décrétée par le groupe des sept syndicats les plus représentatifs du secteur de l'éducation et de la formation (G7) a enregistré, hier, un bilan mitigé. Si, du côté des initiateurs de ce mouvement d'humeur, on affiche satisfaction et parle d'un «taux de réussite de 79%», sur le terrain, la réalité est sensiblement différente. Entre divisions statutaires, militantisme politique et lassitude des parents, le mouvement social révèle des fractures profondes.

Onze heures ce jeudi 16 octobre à l'école Massaer Diagne de Thiaroye. La cour est aussi déserte que silencieuse. Pourtant, derrière les portes des classes, des voix s'élèvent. Celles d'écoliers mêlées à celles des enseignants dans une ambiance studieuse. Une présence qui rompt avec le mot d'ordre de grève lancé par le G7, le groupe des sept syndicats les plus représentatifs du secteur de l'éducation. Contrairement à leur appel à paralyser l'école sénégalaise ce 16 octobre pour dénoncer les retards dans l'exécution des accords avec le gouvernement, les cours se sont déroulés normalement. « Ici, rien à signaler », lance avec une pointe d'ironie M. Keita, chargé de l'accueil et de l'information depuis des années. Dans sa classe de CE1,

Mame Demba Nd. Diop s'agace : « J'estime qu'il est encore trop tôt pour parler de grève. Comme si la paralysie du système éducatif demeurerait le seul moyen d'obliger l'État à satisfaire nos revendications. » Quelques rues plus loin, au Collège d'enseignement moyen de Thiaroye 2, situé dans le camp militaire, le constat est similaire. Un seul enseignant sur tout l'établissement a respecté le mouvement. La situation varie d'un établissement à l'autre dans la commune et sa banlieue, dessinant une géographie contrastée de la mobilisation.

La grève lancée par le G7, regroupant les sept principaux syndicats d'enseignement, a connu ce jeudi un accueil contrasté. Alors que les syndicats affichent satisfaction et parlent d'un fort taux de réussite, plusieurs établissements publics de la banlieue de Thiaroye, Pikine et Guédiawaye ont, en réalité, fonctionné normalement.

Entre divisions statutaires et militantisme politique des enseignants

Derrière cette faible adhésion au mot d'ordre, se cachent des tensions statutaires anciennes, même si les principaux secrétaires généraux rejettent avec force cette cassure.

Sous couvert d'anonymat, Alioune, professeur rencontré à l'entrée du lycée de Thiaroye, avance une explication : « Cela est dû à un vieux différend que les gens ne veulent pas trop évoquer. Il s'agit du rappel de la validation pour lequel les enseignants fonctionnaires perçoivent moins que leurs collègues décisionnaires. Sans compter la retraite avec des décisionnaires qui cotisent moins que les fonctionnaires et donc peuvent se retrouver avec un salaire beaucoup plus important que celui d'un enseignant fonctionnaire qui est en activité ». Une inégalité de traitement qui expliquerait pourquoi la grève de ce jeudi a été mieux suivie dans les établissements comptant une majorité d'enseignants décisionnaires. « Ailleurs, si la grève a été respectée par les fonctionnaires, c'est juste par solidarité avec leurs collègues décisionnaires », sentence Alioune. Un constat et un décryptage que Yahya Fall, secrétaire général du Cusems-Authentique, balaie d'un revers de main. Selon lui, les taux enregistrés surtout dans les départements de Pikine et Guédiawaye sont assez révélateurs de la grande mobilisation. « En début d'après-midi de ce jeudi, deuxième jour du mouvement, les informations parvenues au quartier général du Cusems-Authentique à Pikine font état d'un taux de 79 % de réussite. Ce taux a culminé d'ailleurs à 80 % au Lycée Limamoulaye de Guédiawaye et à Pikine-Est », s'est-il réjoui, rejetant la « prétendue désolidarisation des

enseignants fonctionnaires par rapport à leurs collègues décisionnaires ». « C'est un faux débat », tranche-t-il, pointant plutôt du doigt le militantisme politique. « Il faut oser le dire : il y a des enseignants récalcitrants qui militent au parti au pouvoir ». Et Yahya Fall d'avertir : « Si le gouvernement continue à tergiverser, nous resterons mobilisés et il sera tenu pour responsable de tout ce qui arrivera. Cette grève et ce mois d'octobre rouge sont juste une alerte et en fonction de leur réaction, nous aviserons. Nous ne réclamons rien d'autre que l'ouverture de négociations ».

Du côté des parents d'élèves, l'inquiétude le dispute à l'exaspération. Abdoulaye Fané, président de l'Union nationale des parents d'élèves, tout en reconnaissant la légitimité des revendications du G7, appelle à modifier les formes de lutte. « Il y a un comité de suivi des accords qui ont été signés entre le G7 et le gouvernement. Les discussions se poursuivent là-bas. Les parents sont assez éprouvés par les inscriptions, la cherté des fournitures... Le G7 ne doit pas en rajouter ». D'ailleurs, pour Abdoulaye Fané, le constat de cette lassitude est là : « Cette grève n'a pas été une réussite », conclut-il. Alors que le G7 menace de durcir le mouvement, cette grève révèle une fracture croissante entre la base enseignante, les syndicats et les attentes des familles.

ALASSANE HANNE

www.gfm.sn

VIE ETUDIANTE



TIVAOUANE Les étudiants réclament deux ans d'arriérés de subventions municipales **Des écoles délogées, la mairie assiégée**

Par Cheikh CAMARA

Des blessés, des jets de pierres, des vitres cassées au siège de la mairie, des établissements scolaires délogés, l'Hôtel de Ville assiégé. Tel est le bilan des affrontements qui ont éclaté dans la cité religieuse de Tivaouane, ce mercredi matin, entre les agents de sécurité de la mairie et les étudiants de ladite localité qui manifestaient pour exiger le paiement de deux ans d'arriérés de subventions municipales. Une énième descente des étudiants tivaouanois des universités du Sénégal dans les rues pour exiger de l'institution municipale deux années d'arriérés de subventions.

Dans tous leurs états, ils ont tenu à battre le macadam jusqu'à aller déloger certains établissements publics scolaires du moyen-secondaire, avant de terminer leur marche au siège de l'institution municipale pour réclamer au maire leur dû. Les choses allaient prendre une autre tournure au moment où deux des responsables du collectif des étudiants

sont reçus par le deuxième adjoint au maire, laissant le reste du groupe patienter dans le hall de la mairie, attendant l'issue des négociations. Moment choisi par des agents en charge de la sécurité de la mairie pour intervenir afin d'obliger les étudiants à quitter les lieux. La résistance opposée par les manifestants aura occasionné des heurts entre les deux parties, entraînant des confrontations. L'intervention de la police pour disperser les manifestants a permis au siège de la mairie de retrouver son calme.

Pour rappel, les étudiants sont très remontés contre les autorités municipales, à qui ils reprochent de n'avoir pas versé les subventions de 2023-2024 et 2024-2025. Ce qui a plongé certains d'entre eux dans des situations très difficiles. Moustapha Diagne, un des porte-parole des manifestants, informe que les étudiants logés à Nord Foire, à Dakar, risquent d'être délogés pour des arriérés de loyers, entre autres difficultés occasionnées par le manque de moyens.

cheikh.camara@lequotidien.sn

Scanne avec CamScanner

ien.sn

ACTUALITÉ UN-CHK



Le SAVIEZ VOUS



Foo nekk foofu la

DCM



Dans [ce nouveau numéro](#), Dr Marie Hélène MBALLO, Cheffe de Service des Laboratoires à distance et Simulations, présente le Laboratoire virtuel au service des étudiants, des enseignants et des tuteurs. Elle nous explique ce qu'est un laboratoire virtuel et les avantages qu'il offre aux étudiants, enseignants et tuteurs.

Sous la
supervision
du CUDS**

election
BENO 2025 **vote**
en ligne

**Ouverture de la plateforme
d'inscription sur les listes électorales**

DU 13 AU 27 OCTOBRE

Chaque voix compte !

Inscrivez-vous sur les listes électorales et désignez
votre représentant.



Foo nekk foofu la

* Bureau des Etudiants de l'Espace numérique ouvert
** Comité universitaire de Dialogue social

Pour plus d'informations, écrire à
vie.etudiante@unchk.edu.sn



Scanner ici

Sortie officielle du livre :

JEUNE ÉTUDIANT À L'UNIVERSITÉ

Les défis d'un parcours sinueux



par M. Edouard Kory DIOUF

Préfacé par Pr Abdou Khadre DIOP

Disponible aux éditions Yewuna

78 211 29 93



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la





SORTIE OFFICIELLE DU LIVRE : « MANUEL SUR LE CONTENTIEUX DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST »



SCANNEZ ICI
pour télécharger

sous la coordination de
Pr. Abdou Khadre DIOP et Pr. Meissa DIAKHATE

VERSION PDF DISPONIBLE GRATUITEMENT



DCM



Foo nekk foofu la



Nouvelle antenne

de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK)



Avenue Bourguiba,
rue n° 13, Immeuble Adja Rokhaya

Scannez ici
pour la localisation



Foo nekk foofu la

AGENDA



Cérémonie de dédicace du livre

UVS, UN-CHK

L'HISTOIRE D'UNE RÉVOLUTION UNIVERSITAIRE NUMÉRIQUE...

Plus d'infos
scanner ici :



Par **Abdoul Alpha DIA**
Préface du Pr Mary Teuw NIANE

-  **Samedi 18**
octobre **2025**
-  à partir de **09H30**
-  **ENO de Mermoz**

*Presses universitaires de Dakar



- **Librairie des PUD*** (UCAD, Camp Jérémy)
- **Commandez par téléphone ou par WhatsApp**
au **78 969 98 47**



Foo nekk foofu la

[Plus d'infos](#)

WEBINAIRE SUR LE THÈME :

« Master en Legal tech,
le Droit à l'ère du numérique »

MERCREDI 22 OCTOBRE
À PARTIR DE 15H

20
25

Pour participer,
inscrivez-vous via le lien ci-après :

<https://bit.ly/46Q14PH>



@unchk_sn



Découvrez notre **offre de formation en Legal Tech**
et **Pratique du Droit** avec ses **débouchés** et échangez
directement avec le **responsable de formation**

Plus d'infos,
scanner ici ▶





OPPORTUNITES





CHINNOVA

Lancement de l'Appel à Propositions pour le Projet CHINNOVA!

Le Pôle d'innovation sur le changement climatique et la santé pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale (CHINNOVA) a lancé son premier appel à propositions visant à financer des projets de recherche interdisciplinaire portant sur les défis urgents liés au climat et à la santé dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale.

Financée par le CRDI du Canada et le FCDO du Royaume-Uni dans le cadre du programme Advancing Research for Climate and Health (ARCH), CHINNOVA constitue une plateforme régionale destinée à promouvoir la collaboration scientifique et à stimuler la production de solutions innovantes répondant aux interactions entre le changement climatique et la santé. Elle est mise en œuvre par un consortium dirigé par l'Association des universités africaines (AUA), en partenariat avec WASCAL, l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI) et l'Université Omar Bongo du Gabon.

[Plus d'infos](#)

OPPORTUNITÉS

Appel à candidatures
pour le recrutement d'auditeurs*

**Master en Legal Tech et
Pratique du Droit (LEPRAD)**



PROLONGATION
jusqu'au 31 octobre 2025

20
25

**Dépôt des candidatures
en ligne sur :**
<https://admission.unchk.sn>

Rubrique « Formation payante »
puis cliquez sur « Master en LEPRAD 2025-2026 »



Démarrage prévisionnel des cours :
début novembre



contactufc@unchk.edu.sn
ou 30 108 41 53

* Réservé
aux professionnels



[Plus d'infos](#)

Ouverture du dépôt des candidatures en thèse

L'École Doctorale Sciences, Ingénierie, Santé et Environnement (#ED_SEV) informe les futurs doctorants de l'ouverture du **dépôt des dossiers de candidature en thèse** pour l'année universitaire **2025-2026**.

 **Date limite de dépôt** : 30 novembre 2025

 **Heure** : 17h00

 **Lieu** : Secrétariat #ED_SEV et en ligne

 <https://admission.ucad.sn>

[Note d'information](#)

[Charte des thèses](#)

[Formulaire de demande d'admission](#)

Appel à communications - première édition du colloque internationale du Colloque international de la Chaire UNESCO IAHSO

La Chaire UNESCO en Intelligence artificielle, Humanités et Science ouverte (**IAHSO**), fruit de la collaboration entre l'UNESCO et l'Université virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI), lance un appel à communications pour la première édition de son colloque international, qui se tiendra les **4 et 5 décembre 2025**, en format hybride : **en ligne et en présentiel à Abidjan-II Plateaux, au siège de l'UVCI.**

Placée sous le thème : « **Savoirs partagés et Intelligence Artificielle pour anticiper les transformations sociétales et co-construire un avenir durable** », cette rencontre a pour objectif de présenter des contributions concrètes montrant comment l'intelligence artificielle (IA) et le partage des connaissances peuvent orienter les sociétés vers un développement durable, éthique et inclusif.

Les propositions de communication doivent être soumises en français ou en anglais, en format texte modifiable (.doc, .odt), et envoyées par courriel à l'adresse suivante : colloquevirtuel@uvci.edu.ci.

Pour plus d'informations sur les axes et sous-thèmes, les modalités de soumission et d'inscription, les dates importantes ainsi que la composition du comité scientifique, consulter la fiche d'appel à communications via [ce lien](#).

Bourses d'étude au Japon : « ABE Initiative Program 2025 »

L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) lance la 13^e phase de sélection du programme : « **African Business Education (ABE) Initiative 2025 - Diplôme de Master et Programme de stage** », dans le cadre de l'initiative africaine pour l'enseignement professionnel en faveur des jeunes africains, au titre de l'année académique 2025-2026.

Ce programme vise à renforcer les compétences de la jeunesse africaine pour contribuer à l'émergence du continent, tout en favorisant le développement des relations économiques entre l'Afrique et le secteur privé japonais.

Les domaines prioritaires pour cette 13^e phase sont **les énergies et le gaz, les télécommunications et la pêche et l'agriculture**.

Peuvent présenter leur candidature, les agents répondant aux conditions suivantes :

- être agent de l'administration au niveau central ou local ;
- être personnel de l'Université impliqué dans le domaine de la recherche ;
- avoir, au moins, six (06) mois d'expérience professionnelle ;
- être titulaire d'une Licence ;
- avoir une bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé (TOEFL iBT :80 / CEFR:B2) ;
- être âgé de moins de 39 ans (au 1er avril 2026) ;
- ne pas être candidat d'un autre programme de bourse.

Pour plus d'informations, consulter le lien suivant : [Bourses d'études : JICA – Japon 2025–2026](#).

Appel à candidatures : Bourses de séjour de recherche pour jeunes chercheurs MOGPA 2026 de CAMPUS FRANCE

THÉMATIQUES DE RECHERCHE

Cinq grands domaines de recherche sont éligibles :

- les sciences du système terrestre ;
- les sciences du changement climatique et la science de la durabilité ;
- la transition énergétique ;
- les enjeux sociétaux des questions environnementales ;
- la santé humaine, animale et environnementale telle que définie dans le cadre de l'approche « une seule santé » (One Health)*.

Les approches innovantes favorisant les hautes technologies, pour les thématiques proposées ci-dessus, seront favorisées lors de la sélection.

ÉLIGIBILITÉ DES CANDIDATS

Les candidats doivent :

- Être titulaires d'un diplôme de doctorat depuis moins de 5 ans à la date de dépôt du dossier, c'est-à-dire avoir soutenu leur thèse entre décembre 2020 et décembre 2025 inclus ;
- Être exclusivement de nationalité étrangère (toutes les nationalités sont éligibles à l'exception de la nationalité française);
- Les candidats ne doivent pas avoir résidé en France plus de 90 jours entre le 12 septembre 2025 et le 12 décembre 2025.

Plus d'informations [ici](#)

ECOLE POLYTECHNIQUE DE THIES (EPT) : APPEL À CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE MASTER SPÉCIALISÉ ET LICENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2001, l'Etat sénégalais a engagé la réforme du secteur de l'Enseignement supérieur, intégré au Programme Décennal de l'Education et de la [Formation](#) (PDEF), avec la mise sur pied d'une commission «Carte universitaire » chargée de proposer un schéma directeur d'élargissement de l'accès au supérieur et une diversification de l'offre de formation, articulés à une décentralisation qui devait désengorger la principale université, Cheikh Anta DIOP, aux effectifs insoutenables, et faire monter en puissance l'université Gaston Berger.

APPEL À CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE MASTER, MASTÈRE SPÉCIALISÉ ET LICENCE PROFESSIONNELLE

[Communique-officiel-ept](#)

« Régénérer la démocratie : Capabilités, Communs, Care » (Thématique) Université Gaston Berger (Saint-Louis, Sénégal) • 1–6 décembre 2025

Initiative conjointe de la Fondation de l'innovation pour la démocratie, de Global Africa et de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), l'École Jeunes Chercheur·e·s (EJC) vise à faire émerger, sur le continent, une nouvelle génération de chercheur·e·s capables de contribuer à la réinvention de la démocratie depuis les archives, les terrains et les pratiques africaines. L'École mobilise trois notions-clés, capabilités, communs, éthique du care pour penser des formes démocratiques plus justes, inclusives et attentives au vivant.

À qui s'adresse l'EJC ?

Doctorant·e·s, jeunes docteur·e·s et jeunes chercheur·e·s en sciences humaines et sociales, droit, STS, études du développement, etc.

Intérêt marqué pour la démocratie « substantive », les communs, la justice sociale et écologique, ou les politiques publiques en Afrique.

Format

Résidentiel à Saint-Louis (Sénégal), du 1 au 6 décembre 2025

Ateliers, masterclasses, laboratoires d'écriture, séances méthodologiques et cliniques de terrain.

Envoyez votre dossier par e-mail à : communication@laspad.org

Réception des dossiers : 13 septembre → 25 octobre 2025 (minuit UTC)

Appel à candidatures – Ecole Jeunes Chercheurs(e)s 2025

Vous travaillez sur la démocratie en [Afrique](#) et cherchez un cadre exigeant de mentorat, d'écriture et de publication ? Rejoignez l'École Jeunes Chercheur·e·s – session 2025 à l'Université Gaston Berger (Saint-Louis, Sénégal), du 1^{er} au 6 décembre 2025.

Qui peut candidater ?

- Jeunes chercheur·e·s basé·e·s en Afrique : doctorant·e·s avancé·e·s (ayant déjà publié), post-doctorant·e·s et au-delà
- Intérêt fort pour la démocratie substantive et les terrains africains.

Dossier de candidatures:

- Manuscrit (≥10 pages) : thème, état de l'art, problématique, méthodes
- Lettre de recommandation du/de la directeur·trice
- Attestation d'inscription (thèse) ou de statut (recherche-crédation).

Candidatures : 10 septembre au 25 oct. 2025 (23h59 UTC)

Réponses : 5 novembre 2025.

Envoyer votre dossier par email : communication@laspad.org.

[En savoir plus](#)



APPEL À CANDIDATURES

MASTER PROFESSIONNEL MEDITS*

 Rejoignez la première promotion d'un programme unique en Afrique francophone !

Clôture des candidatures :
mardi 28 octobre 2025 à 23h59 (GMT)

-  **Formation Hybride, avec 75% en ligne et 25% en présentiel**
-  **Déposez votre candidature dès maintenant :** globalafrica@ugb.edu.sn / mar.mbodj@ugb.edu.sn

Infos : (+221) 77 440 24 04
ou (+221) 77 722 84 29

Démarrage de la formation :
novembre 2025



Foo nekk foofu la

* Métiers de l'édition scientifique



GLOBAL AFRICA

[En savoir plus](#)

Ouverture des candidatures pour les Bourses de Mobilité Intra-Africaine AGNES pour Jeunes Chercheurs (2025/2026)

L'appel à candidatures pour les Bourses de Mobilité Intra-Africaine AGNES pour Jeunes Chercheurs (2025/2026) est ouvert, soutenu par le BMZ et l'AvH.

Si vous êtes doctorant en Afrique subsaharienne et que vous souhaitez effectuer un séjour de recherche de 1 à 2 mois dans un autre pays sub-saharien, c'est l'occasion à saisir.

Ce qu'il faut retenir :

Public Cible : Doctorants (hommes et femmes) de toutes disciplines, ressortissants d'un pays d'Afrique subsaharienne.

Condition clé : Avoir déjà au moins un article publié (indexé SCOPUS ou Web of Science) issu de votre travail de thèse.

Financement : Jusqu'à 3 000 € pour couvrir les frais de voyage, de subsistance et l'allocation de recherche.

Date limite : 9 novembre 2025 à 23h59 GMT.

Début des séjours : Mars – Août 2026.

Toutes les candidatures (proposition de recherche, CV, etc.) doivent être soumises en anglais.

Retrouvez les détails complets et le lien de candidature sur le site officiel d'AGNES. <https://lnkd.in/eyKt5NiD>

UCAD / Ecole Doctorale ETHOS : Ouverture des candidatures en Thèse pour les étudiants nationaux et internationaux

Informations sur la formation / concours

Entreprise Formatrice : UCAD/ETHOS

Type de formation : Formation

Description de la formation / concours

Ouverture des Candidatures en Thèse

Ecole Doctorale – Etude sur l’Homme et la Société – ETHOS informe les étudiants nationaux et internationaux titulaires d’un Master, DEA, ou d’un diplôme équivalent de l’ouverture du dépôt des dossiers de candidature en Doctorat dans les domaines suivants

Filières disponibles

- Sciences Sociales Appliquées au Développement (FLSH – IFAN)
- Éducation et Formation (FASTEF)
- Didactiques des Mathématiques (FASTEF)
- Société, Espace, Culture (FLSH – INSEPS)
- Société, Temps, Espace, Patrimoine (FLSH)
- Philosophie et Rationalité (FLSH)
- Sciences de l’Information, Documentation, Communication et Médias (CESTI/EBAD)
- Population, Développement et Santé (IPDSR)

Du 08 octobre 2025 au 31 janvier 2026



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



MERCI



Foo nekk foofu la

